

Moisson de résultats



Rapport annuel
2015



Rapport annuel 2015 de l'IICA

L'agriculture, une opportunité de développement dans les Amériques

Mars, 2016

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), 2016.



Le Rapport annuel 2015 de l'[IICA](#) se trouve sous licence [Creative Commons Attribution-CompartirIgual 3.0 IGO](#).

Disponible en format PDF sur www.iica.int.

ISBN 978-92-9248-615-0

L'Institut encourage une utilisation légitime de ce document, qui ne doit être cité qu'à bon escient, le cas échéant.

Sommaire

| | |
|--|------------|
| Message du Directeur général | v |
| Note de synthèse | vii |
| Concernant l'IICA..... | 1 |
| Principaux résultats en 2015..... | 3 |
| ✚ Politiques publiques et cadres institutionnels..... | 4 |
| ✚ Mise en œuvre de processus innovants | 5 |
| ✚ Santé agricole et sécurité sanitaire des aliments (SAIA)..... | 9 |
| ✚ Développement commercial et associatif des chaînes..... | 11 |
| ✚ Gestion sociale des territoires | 13 |
| ✚ Capacité de gestion intégrée de l'eau et d'utilisation durable des sols..... | 16 |
| ✚ Adaptation de l'agriculture au changement climatique, atténuation de ses effets et gestion des risques | 17 |
| ✚ Sécurité alimentaire et nutritionnelle..... | 19 |
| ✚ Diminution des pertes alimentaires..... | 19 |
| ✚ Utilisation des espèces autochtones..... | 19 |
| ✚ Maintien des liens et participation aux forums internationaux | 20 |
| ✚ Une agriculture fondée sur le savoir | 21 |
| Gouvernance et réunions officielles..... | 23 |
| ✚ Comité exécutif (CE) | 23 |
| ✚ Conseil interaméricain de l'Agriculture (le Conseil)..... | 24 |
| ✚ Réunions officielles tenues en 2015 | 25 |
| Principaux résultats de la gestion institutionnelle | 26 |
| Annexes | 29 |
| Annexe 1 : Liste de projets du Fonds de participation de l'IICA pour la coopération technique (FonCT) exécutés en 2015 | 29 |
| Annexe 2 : Actions à réaction rapide exécutées en 2015..... | 30 |
| Annexe 3 : Profils et projets de coopération préparés par l'IICA en 2015..... | 32 |
| Annexe 4 : Produits du savoir de l'IICA..... | 33 |
| Annexe 5 : Nombre de boursiers en maîtrise et doctorat dans les universités mexicaines, dans le cadre du programme des 100 bourses CONACYT-IICA (promotion 2015) | 34 |
| Annexe 6 : Rencontre des ministres de l'agriculture des amériques 2015..... | 35 |
| Sigles..... | 41 |

Message du Directeur général

Les pays des Amériques se sont engagés à cultiver mieux et à produire plus. D'après nous, le continent américain possède les meilleures conditions pour alimenter le monde ; c'est une opportunité à saisir. Il faut, pour cela, que les responsables de l'agriculture de chacun des pays comprennent qu'il est nécessaire de trouver des manières durables d'accroître la productivité et de réduire les pertes d'aliments, afin de couvrir les besoins alimentaires de tous les habitants du continent.

L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), en tant qu'organisme du système interaméricain spécialisé en agriculture, a soutenu, en 2015, les efforts de ses pays membres pour le développement agricole et le bien-être des familles rurales, grâce à différentes actions dont nous rendons compte dans ce rapport annuel.

Tout le travail réalisé l'année dernière nous a permis de consolider le nouveau modèle de coopération technique de l'Institut, qui vise à offrir aux pays des retombées qui contribuent tout particulièrement à apporter les transformations nécessaires à une agriculture productive, durable et inclusive.

Nous savons que pour relever les grands défis des secteurs agricole et rural, dont l'accroissement de la productivité, l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques, la diminution de la pauvreté et de l'inégalité, la protection animale et végétale et la sécurité alimentaire, le concours de tous les acteurs nationaux et internationaux concernés par ces secteurs est nécessaire.

C'est pour cela que l'Institut a centré ses efforts sur un soutien très ponctuel à ses pays membres, grâce à plus de 250 projets et actions de coopération technique. Il les a, par exemple, aidés à renforcer les institutions liées au secteur agricole et rural, en même temps qu'il favorisait une agriculture fondée sur le savoir. Il les a poussés également à être plus productifs, en encourageant le renforcement de leurs systèmes d'innovation ainsi que leurs services de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments, à être plus compétitifs, en favorisant le développement des capacités entrepreneuriales et associatives des chaînes de production, particulièrement celles de l'agriculture familiale.

Afin de surmonter le défi de la durabilité, l'IICA a travaillé à la gestion intégrée de l'eau et à l'utilisation durable des sols. Il a également encouragé le développement d'une culture de gestion des risques, grâce à laquelle il a pu collaborer à l'adaptation de l'agriculture à la variabilité du climat et à l'atténuation des effets des changements climatiques.

Tous les pays membres de l'Institut déploient des efforts considérables afin de diminuer la pauvreté et les inégalités. Étant donné que le plus grand pourcentage de personnes en condition de pauvreté vit dans les zones rurales, l'IICA a accordé la

priorité au développement de ces territoires où l'agriculture continue d'être l'activité principale, afin de parvenir à une pleine inclusion sociale. Des résultats concrets ont été obtenus en matière d'insertion des femmes et des jeunes dans l'activité de production la plus importante dans plusieurs de ces pays.

L'agriculture est la base de la sécurité alimentaire. Néanmoins, il ne suffit pas d'augmenter la disponibilité en aliments. Il est aussi nécessaire d'améliorer l'accès que l'on en a et leur utilisation. Pour y parvenir, l'IICA offre son soutien aux pays, au moyen d'actions qui permettent d'accroître la productivité grâce à l'utilisation des outils technologiques disponibles, et à l'utilisation des espèces autochtones, ainsi qu'avec des actions visant à améliorer la sécurité sanitaire de la production agricole, pour encourager la sécurité des produits alimentaires et réduire le gaspillage des aliments.

Mon administration est fermement engagée dans la voie de l'utilisation efficace, efficiente et transparente des ressources que les pays mettent à la disposition de l'Institut. C'est pourquoi nous avons orienté notre coopération technique vers l'obtention de résultats et nous avons développé une culture de responsabilisation, dont ce rapport annuel est un témoignage.

Víctor M. Villalobos
Directeur général

Note de synthèse

Pendant plus de sept décennies, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a été l'instance spécialisée du système interaméricain pour la promotion du développement agricole et du bien-être en milieu rural dans les Amériques. Son objectif est de parvenir, grâce à sa coopération technique, à une agriculture compétitive, inclusive et durable susceptible d'alimenter le monde et créatrice d'opportunités pour diminuer la faim et la pauvreté.

En 2015 tous les instruments de coopération mis en place par le Plan à moyen terme (PMT) pour la période 2014-2018, approuvé par les États membres, sont devenus opérationnels. Ce plan propose une évolution du modèle de coopération technique de l'Institut, fondée sur les résultats, face aux défis que doivent relever les secteurs agricole et rural.

Devant les exigences de ces secteurs, l'Institut a exécuté cinq projets continentaux, neuf multinationaux et 44 actions nationales avec des ressources propres, ainsi que 190 projets et actions à l'aide de ressources externes, pour une valeur proche de 95 millions USD. Tout ce portefeuille de projets figure dans les 34 stratégies de l'IICA dans les pays, en accord avec les autorités nationales qui, avec le PMT, définissent les priorités du travail de l'Institut.

Les principaux succès de l'année sont les suivants :

- Diagnostic, conception et formulation de politiques et de stratégies innovantes pour le développement agricole et rural, afin de faciliter les affaires et de promouvoir l'innovation, la gestion participative, l'inclusion et l'agriculture familiale.
- Développement et création de liens avec les marchés pour au moins onze chaînes agricoles dans dix pays, grâce à la formation de comités pour la compétitivité, à la formation en gestion, entrepreneuriat, associativité et valeur ajoutée, et grâce aussi à l'exploitation de systèmes d'information des marchés.
- Promotion d'innovations technologiques et commerciales visant à améliorer la production agroécologique, l'industrie agroalimentaire, la pisciculture, l'apiculture et la gestion des ressources hydriques, ainsi qu'à diminuer le gaspillage des aliments. Les produits tels que le riz, les légumes, les volailles, le cacao, le café, les fleurs, l'avocat, la tomate, la pomme de terre et le manioc témoignent des améliorations apportées.
- Garantie de la santé agricole et de la sécurité sanitaire des aliments dans les Amériques grâce à la formation d'agents sanitaires, à l'harmonisation des processus d'accès aux marchés, à la mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles et de production, à la prise en charge des urgences et à la gestion des risques, notamment ceux associés aux changements climatiques.

- Renforcement, dans 16 pays, des capacités du secteur public en matière de gestion intégrale des ressources en eau, d'utilisation des systèmes d'irrigation et de collecte des eaux de pluies, de la gestion des déchets et de l'application de mesures en vue de lutter contre la dégradation des sols.
- Articulation des efforts institutionnels en vue d'arriver à une agriculture intelligente face aux changements climatiques, grâce au développement de capacités spécifiques au sein des ministères de l'Environnement et de l'Agriculture, à l'élaboration de plans d'adaptation de l'agriculture aux modifications du climat et à l'intégration de la perspective de la parité hommes-femmes devant cette menace.
- Augmentation de l'utilisation de l'assurance agricole, grâce à la mise en place d'activités de formation dans au moins 11 pays ainsi qu'à des études sur la situation du marché relatif à cet instrument.
- Promotion, par le biais de réseaux, de bourses et de systèmes d'information, d'une agriculture fondée sur le savoir, avec l'approbation de 301 bourses d'études de maîtrise et de doctorat dans le cadre du programme du Conseil national de science et de technologie du Mexique (CONACYT), ainsi que l'inscription de 121 étudiants au programme de maîtrise en sécurité alimentaire de l'Université ouverte et en ligne du Mexique.
- Publication de la Déclaration des ministres de l'Agriculture des Amériques, Mexique 2015, sur la productivité agricole durable et l'inclusion rurale, débattues lors de la Dix-huitième réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil).
- Augmentation de 6,57 % du budget des quotes-parts de l'IICA à partir de 2016 et offre de surcotes de la part de la majorité des États membres, soit une augmentation globale de 8,11 %.

Certains de ces résultats positifs pour les pays membres ont pu être obtenus avec la collaboration de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, de la Finlande, de Taïwan, de l'Union Européenne (UE), de la Banque interaméricaine de développement (BID), de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), entre autres. En outre, la coopération horizontale de plusieurs gouvernements comme l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Chili, le Mexique et les États-Unis a permis de compléter le programme des projets de l'IICA et d'obtenir des résultats en faveur des pays membres de l'Institut.

Concernant l'IICA

L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) est créé en 1942 comme un organisme spécialisé du Système interaméricain avec pour mission de *“stimuler, promouvoir et appuyer les efforts que déploient les États membres en vue d'assurer le développement agricole de leurs pays et le bien-être de leurs populations rurales grâce à la coopération technique internationale d'excellence”*.

Grâce à ses services de coopération technique dans ses 34 pays membres, l'IICA recherche et favorise :

“une agriculture interaméricaine compétitive, inclusive et durable qui alimente le continent et le monde, tout en créant des opportunités de diminuer la faim et la pauvreté chez les producteurs et les habitants des territoires ruraux”.

Les services offerts par l'IICA à ses pays membres visent à renforcer les institutions publiques, ce qui implique l'élaboration de propositions de politique, de plans et d'instruments concrets en faveur de leur agriculture et de leurs territoires agricoles, la gestion de projets techniques agricoles, la promotion de l'innovation, l'articulation des acteurs et la coopération horizontale, la gestion du savoir et la formation du talent humain.

L'Institut centre ses actions sur onze contributions institutionnelles :

- 1) Renforcement des capacités des États membres à l'échelon national, régional, plurinational et continental, afin de mettre au point des politiques publiques et des cadres institutionnels qui améliorent la productivité et la compétitivité de l'agriculture, la gestion des territoires ruraux, l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- 2) Mise en œuvre, par le biais d'institutions publiques et privées, de processus d'innovation technologique, institutionnelle et commerciale visant à accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture, ainsi que la production de denrées alimentaires de première nécessité et de haute qualité nutritionnelle.
- 3) Accroissement des capacités des secteurs public et privé à assurer la santé agricole et la sécurité sanitaire des aliments et, par conséquent, amélioration de la productivité, de la compétitivité et de la sécurité des aliments.
- 4) Renforcement des capacités entrepreneuriales et associatives des différents acteurs des chaînes agricoles.

- 5) Consolidation des capacités des acteurs des zones rurales, notamment de ceux de l'agriculture familiale, en matière de gestion sociale territoriale¹, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et le bien-être rural des populations.
- 6) Développement des capacités des acteurs des chaînes agricoles et des zones rurales en matière de gestion intégrée de l'eau et d'utilisation durable du sol pour l'agriculture.
- 7) Augmentation de la capacité des institutions publiques et privées pour encourager et mettre en œuvre des mesures d'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, ainsi que pour accélérer la gestion intégrale des risques dans l'agriculture.
- 8) Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle des États membres.
- 9) Meilleure utilisation des espèces autochtones, des cultures prometteuses et des ressources génétiques locales qui ont un potentiel alimentaire pour les producteurs et les consommateurs.
- 10) Renforcement des capacités institutionnelles afin de diminuer les pertes de denrées alimentaires et de matières premières tout au long des chaînes agricoles.
- 11) Consolidation des capacités de création de liens et de participation des États membres aux réunions internationales et autres mécanismes d'échange de connaissances et de mobilisation de ressources pertinentes pour l'agriculture interaméricaine.

Le siège de l'IICA se trouve à San José, au Costa Rica. Il compte également un réseau de 34 représentations situées dans les États membres et un Bureau permanent en Espagne. Son directeur général est actuellement le Dr Víctor Villalobos, qui dirige une équipe de 607 fonctionnaires responsables d'offrir la coopération technique directe ou d'œuvrer dans le but d'y parvenir ; tous sont engagés à obtenir des résultats dans le cadre des onze contributions institutionnelles mentionnées plus haut.

¹ Cela inclut les processus de planification, de leadership, d'associativité, de cohésion, d'accès aux biens et aux services, de promotion du dialogue, d'élaboration de propositions, de formation de capacités et de création de partenariats, entre autres.

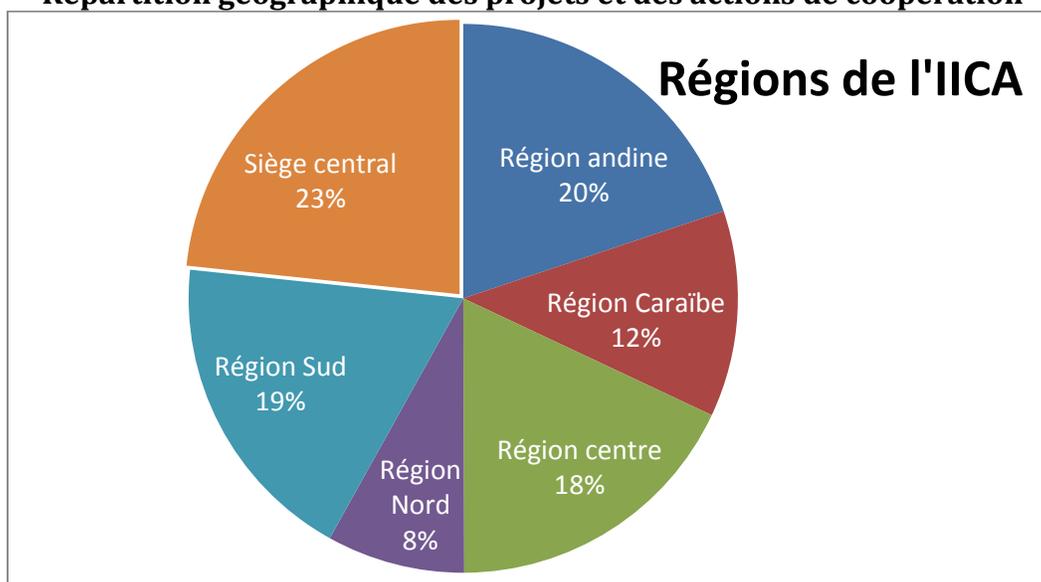
Principaux résultats en 2015

L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a reçu un mandat renouvelé avec le Plan à moyen terme (PMT) pour la période 2014-2018 qui, aligné sur les objectifs stratégiques² à atteindre en 2020, a servi de cadre pour la consolidation d'un nouveau modèle de coopération technique innovant, axé sur l'obtention de résultats et organisé par projets et actions de prise en charge immédiate, le tout étant articulé techniquement et institutionnellement avec nos partenaires afin d'offrir un service d'excellence, hautement apprécié.

En 2015, la mise en œuvre des quatre instruments de coopération de l'IICA³ a été amorcée, et les conseils techniques et administratifs nécessaires ont été fournis aux fins d'un bon fonctionnement. Un total de cinq projets continentaux, neuf projets du Fonds de coopération technique (FonCT), 190 projets réalisés à l'aide de ressources externes et 47 actions à réaction rapide ont été inclus dans les 34 stratégies d'action, dûment approuvées, de l'IICA dans ses pays membres.

Le portefeuille de projets et d'actions financés à l'aide de ressources externes, qui incluent des mécanismes d'intégration régionale, a représenté l'exécution d'un budget proche de 95 millions USD. Les principales contributions financières provenaient de l'Union Européenne (UE) et de plusieurs de ses États, ainsi que des États-Unis, du Mexique, d'Argentine et du Brésil.

Graphique 1
Répartition géographique des projets et des actions de coopération



² Les quatre objectifs stratégiques sont : a) améliorer la productivité et la compétitivité du secteur de l'agriculture, b) renforcer la participation de l'agriculture au développement des territoires et au bien-être des populations rurales, c) améliorer la capacité de l'agriculture à atténuer le changement climatique et à s'y adapter et à mieux utiliser les ressources naturelles, et d) améliorer la participation à la sécurité alimentaire.

³ Projets phares, projets d'investissement du FonCT, projets réalisés à l'aide de ressources externes et actions à réaction rapide.

Voici les principaux résultats de tout l'effort institutionnel de coopération, classés selon les quatre instruments et nos onze contributions :

Politiques publiques et cadres institutionnels

Nouvelles institutions : Plusieurs pays ont bénéficié de la coopération de l'IICA pour formuler des plans ou des stratégies visant à créer des institutions spécialisées, comme le Centre de recherche pour la production agricole en milieu contrôlé (Panama), l'Institut péruvien du café et le Centre de promotion de la valeur ajoutée (Costa Rica).

Conception d'instruments pour l'agriculture : le Belize⁴, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala⁵, le Honduras, le Pérou⁶, le Panama⁷ et le Paraguay ont reçu la coopération de l'IICA en matière d'élaboration de politiques, de plans et d'accords sur le développement agricole et rural, en envisageant de faciliter les industries agroalimentaires, l'innovation agroindustrielle, la création de valeur ajoutée et la formulation et l'application de mesures sanitaires. Ceci a permis de consolider la capacité institutionnelle et de mettre en place des politiques visant à favoriser une agriculture ouverte au marché, dynamique, moderne, compétitive, inclusive et écologiquement viable.

Politiques de développement rural territorial : le Mexique, le Brésil, le Costa Rica, le Honduras, l'Équateur, le Guatemala et la République Dominicaine disposent de diagnostics du cadre institutionnel et de politiques rurales. Dans le cadre de ces diagnostics, avec des institutions gouvernementales du Mexique, du Costa Rica, du Honduras et de l'Équateur, on a formulé et adapté des politiques et des mécanismes institutionnels en vue de la mise en œuvre d'actions de développement rural inclusif et équitable, de gestion participative des territoires et des processus d'intégration de programmes dans les territoires agricoles de chaque pays.

L'agriculture familiale, une cible politique : la Bolivie, la Colombie, le Chili, l'Équateur, le Honduras, le Nicaragua, le Paraguay et le Venezuela sont parvenus à positionner l'agriculture familiale (AF) au rang de sujet de politiques publiques, comme on peut le voir dans les programmes publics dans lesquels l'AF a été incluse et qui ont été élaborés de manière participative, sur la base d'études sur l'état de l'AF dans ces pays et de leurs politiques publiques. Dans la région andine, une caractérisation de l'AF a été réalisée par territoires, ce qui sert de soutien à la mise en œuvre de stratégies d'intervention publique en la matière.

La Bolivie, l'Équateur, le Venezuela, le Nicaragua, le Paraguay, la Colombie, l'Uruguay et le Guatemala ont consolidé leurs capacités de conception de politiques publiques pour l'AF, grâce au fait que 30 techniciens de ces pays ont suivi le Programme de diplôme en

⁴ Politique nationale pour l'agriculture et l'alimentation 2015-2025

⁵ Politique de culture fruitière

⁶ Politique nationale de sécurité sanitaire des aliments

⁷ Plan directeur de récupération de l'Agro

conception de politiques publiques pour l'agriculture, organisé conjointement avec le Centre mexicain de coopération régionale pour l'éducation des adultes en Amérique Latine et dans les Caraïbes (CREFAL). En outre, l'IICA a mis à disposition un cadre conceptuel et méthodologique qui oriente les processus d'élaboration des programmes publics et la formulation de politiques différenciées en AF.

À la suite de l'importante promotion de l'AF par l'IICA, le Guatemala et la Colombie sont convenus de mener des actions différenciées pour l'AF, après qu'au moins 100 autorités, techniciens et autres acteurs publics et privés ont débattu de l'importance de l'AF et de ses politiques publiques.

Pour des programmes nationaux fondés sur les résultats : Les processus de planification et d'évaluation de conception de la SAGARPA au Mexique ont pu être consolidés grâce à l'IICA qui a réalisé l'évaluation de ses onze programmes, la formation en cadre logique et en budget fondé sur les résultats, et l'élaboration des règles de fonctionnement de 2016.

Mise en œuvre de processus innovants

Systemes nationaux d'innovation : La coopération de l'IICA a permis de formuler des cadres de référence et des conceptions stratégiques pour soutenir les institutions scientifiques du continent ; sont inclus, entre autres, le Système national d'innovation agraire de l'Équateur, le Consortium de recherche pour le développement agricole d'Haïti et l'Institut national d'innovation et de transfert agricole du Costa Rica.

Projets novateurs en Amérique Centrale et en Amérique du Sud : L'IICA et la Banque interaméricaine de développement (BID) ont soutenu l'appel en 2015 du Fonds régional de technologie agricole (FONTAGRO) à la création d'innovations en matière de gestion durable des ressources naturelles dans l'agriculture familiale de l'Amérique Latine et des Caraïbes (ALC). Le résultat a été l'envoi de 146 profils de projets, parmi lesquels 17 ont été invités à présenter des propositions finales, dont 4 ont été approuvées par le Conseil de direction du Fonds, après une évaluation rigoureuse. Les projets financés sont les suivants :

- Centres d'offre variétale de graines traditionnelles (Chili, Argentine, Paraguay et Uruguay).
- Innovations technologiques pour construire des environnements de vie résilients pour les familles paysannes du Couloir aride (Nicaragua et Honduras).
- Plateforme d'innovation pour la viabilité écologique des systèmes d'élevage familial en Uruguay et en Argentine.
- Culture bio-intensive pour les familles rurales du Couloir aride (Nicaragua et Honduras).

Innovation relative aux instruments de politique : À partir de l'analyse des expériences des États-Unis, du Brésil, du Canada, de l'Amérique Centrale, de la Chine,

du Chili et de l'Union Européenne (UE), plus de 3000 acteurs publics et privés de 28 pays membres de l'IICA ont approfondi leurs connaissances sur les tendances, les défis et les opportunités en matière de gestion de politiques agricoles. L'accent a été mis sur les innovations de politique pour une agriculture plus orientée vers le marché, la gestion des risques, l'intégration régionale, la gestion durable des ressources naturelles et l'utilisation efficace des moyens de production.

Innovation et chaînes : Les capacités de 900 acteurs publics et privés de onze chaînes⁸ ont été renforcées dans le domaine des choix technologiques visant à innover dans la production agro-écologique, l'utilisation des moyens de production biologiques, l'amélioration de la qualité des produits, la lutte contre les ravageurs, la réduction des pertes alimentaires et le calcul de l'empreinte sur l'eau.

Innovation et agriculture familiale : L'Institut a renforcé les capacités de plus de 1000 techniciens et leaders de l'AF, ce qui leur a permis de mettre en œuvre des stratégies d'innovation productive dans les fermes, d'appliquer des stratégies de vulgarisation innovantes, de favoriser le leadership et de structurer de nouveaux mécanismes d'insertion commerciale. Le tout grâce à :

- Une exposition internationale d'innovations en AF organisée dans le Marché commun du Sud (Mercosur) en partenariat avec la Réunion spécialisée sur l'agriculture familiale (REAF), le Programme de coopération pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud (PROCISUR) et le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) du Paraguay (200 participants de sept pays).
- Un cours virtuel sur l'AF et le développement rural, avec 150 participants des régions Sud et Andine).
- Le programme "Rencontres associatives : stages en entreprises agricoles d'AF", a permis de créer un réseau de 50 organisations qui offrent des stages (126 membres des régions Sud, Andine, Centrale et Caraïbe).
- Divers outils et approches innovantes pour le transfert des connaissances (33 techniciens centraméricains), entre autres cours et études de politique, de vulgarisation, d'innovation, de parité hommes-femmes et de gestion du savoir pour l'AF.

Nouvelles méthodologies de vulgarisation rurale : Au moyen de plusieurs cours coordonnés par la coopération horizontale, l'université et les agences nationales spécialisées, il a été possible d'augmenter les compétences de 98 vulgarisateurs de l'Institut de recherches agricoles (INIA) et de l'Institut de développement agricole (INDAP) du Chili.

⁸ Noix de cajou (Honduras), arbres fruitiers (El Salvador), cacao et café (Panama et Pérou), aviculture (Venezuela), légumes (Argentine), bovins (Uruguay), ovins et fleurs (Paraguay), caprins laitiers (Trinité et Tobago) et patate douce (Jamaïque).

Accès à une information actualisée : Près de 1500 petits et moyens producteurs du territoire Q'eqchi' au Guatemala reçoivent des informations sur le climat, les prix, la technologie productive et d'autres thèmes d'intérêt, en espagnol et en langue q'eqchi', par le biais de la plateforme TOTOGE0, gérée conjointement par l'Université Rafael Landívar, l'Université de San Carlos, la Fédération guatémaltèque d'éducation radiophonique, la Fédération des coopératives des Verapaces et l'Association des habitants des Cardamomes, avec l'appui financier du FAS/USDA.

L'Amérique Centrale innovante : Le Programme régional de recherche et d'innovation par chaînes de valeur agricole (PRIICA), financé par l'UE, a mis à la disposition d'environ 4000 bénéficiaires, organisés en 24 consortiums locaux d'innovation, plus de 25 technologies et pratiques validées par les instituts nationaux de recherche agricole de six pays d'Amérique Centrale. Ces technologies et pratiques portent sur des variétés de tomates, de manioc, de pomme de terre et d'avocat, la gestion intégrale des ravageurs et des sols, la fertilisation et les processus d'après récolte et la commercialisation, y compris des plans d'entreprise afin de générer des revenus pour les petits producteurs.

Innovations concrètes en produits

Conformément à l'engagement assumé par l'IICA de promouvoir l'innovation dans le secteur agroalimentaire à la suite de la Déclaration de la Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques en 2011, l'Institut a aidé ses États membres à créer les innovations suivantes :

Agriculture protégée : Deux serres ont été installées avec l'Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes (CARDI) et l'Institut national de recherche et de vulgarisation du Guyana, l'une dans cet Institut et l'autre sur le Campus Tain de l'Université du Guyana. Elles servent aux producteurs et aux étudiants comme installations de démonstration ainsi que pour la recherche sur la productivité et les coûts de production agricole. Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Gestion de l'eau (MAFFW) de la Barbade a amélioré sa capacité d'innovation avec des systèmes d'agriculture protégée, grâce l'IICA qui a fourni des matériels et formé son personnel.

Riz : En République Dominicaine, 20 producteurs des provinces de Monte Plata et Duarte, ont adopté le système intensif de la culture du riz (SICA) sur environ 50 hectares, après avoir participé à des programmes de formation qui ont bénéficié à 100 producteurs. Des recherches sont également menées sur ce système au Venezuela, en Colombie et au Costa Rica.

Moyens de production biologiques : L'Argentine, la Colombie, l'Équateur et le Nicaragua ont renforcé leurs capacités relatives à l'utilisation des moyens de production biologiques dans l'agriculture, ce qui aura une incidence sur l'atténuation des changements climatiques et sur le développement des entreprises bio.

Biotechnologie : L'IICA a généré et révisé des propositions de biotechnologie et de biosécurité en Équateur et au Guatemala, qui ont servi à prendre des décisions sur l'utilisation de la technologie de modification génétique et de ses produits, qui auront un impact sur la réduction des barrières commerciales, l'augmentation de l'offre de produits et l'amélioration de la compétitivité de certains d'entre eux. En matière de communication portant sur la biotechnologie et la biosécurité, l'Institut a fourni en temps opportun des informations fondées sur la science.

Énergie renouvelable : Le projet conjoint de la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ) et de l'IICA "Fonds d'accès durable aux énergies renouvelables thermiques (FASERT)", exécuté au Pérou, a permis à 8518 familles d'acquérir des cuisinières améliorées qui utilisent ce type d'énergie ; de même, 59 familles ont augmenté de 37 % leurs revenus de microentrepreneurs dans la fabrication de briques, tout en réduisant de 10 % l'utilisation de biomasse et en évitant ainsi l'émission de 11,27 t de CO₂.

Fleurs : L'IICA a favorisé les processus de compostage à l'aide de déchets de produits agricoles et à l'utilisation de champignons efficaces dans la lutte contre les ravageurs et les maladies des fleurs au Paraguay.

Élevage à double objectif : Grâce à une approche intégrale fondée sur les principes des bonnes pratiques d'élevage, en partenariat avec le Programme intégral de développement laitier, les capacités de 8000 producteurs du Venezuela ont été améliorées.

Miel d'abeille : Divers pays membres de l'Institut ont adopté le système de production de miel d'abeille avec des ruches Perone d'origine argentine, qui s'est transformé en une innovation pour les producteurs de miel en baril. En République Dominicaine, 155 producteurs ont reçu 960 ruches ; au Guyana, 30 apiculteurs ont pris connaissance de cette technologie et aux Bahamas et à Sainte Lucie, 112 producteurs ont été formés à cette technique de permapiculture.

Poissons : Dans le cadre du Programme d'appui à l'amélioration de la productivité du secteur agricole (PRESSAC), financé par les États-Unis, il a été possible d'introduire, dans la municipalité de Bayaguana, province de Monte Plata, en République Dominicaine, un système d'alimentation des poissons grâce à la plante aquatique *Lemna minor*, et d'installer 14 fermes modulaires de démonstration.

Petits ruminants : Au niveau national, une banque de plantes fourragères a été mise en place en partenariat avec la Société coopérative de ruminants de Sainte Lucie, ce qui représente une innovation pour promouvoir la résilience dans les chaînes de valeur des petits ruminants.

Santé agricole et sécurité sanitaire des aliments (SAIA)

Pour un commerce sûr des produits alimentaires : L'IICA a formé, avec le ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA), 1043 fonctionnaires publics et privés de dix pays membres afin qu'ils comprennent mieux les exigences de l'exportation vers les États-Unis, ainsi que les normes proposées par la Loi de modernisation de la sécurité sanitaire des aliments (FSMA). Par ailleurs, des recommandations ont été faites à 51 entreprises privées sur la façon d'entretenir et d'améliorer l'accès au marché de l'exportation des États-Unis. En outre, des agents sanitaires de 29 pays de l'ALC ont examiné les projets de normes internationales pour les mesures phytosanitaires, afin de débattre des positions nationales et régionales et d'échanger les expériences vécues en la matière.

Institutionnalité sanitaire plus solide : Le Belize et 15 pays des Caraïbes disposent de propositions législatives en matière de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments, de manuels de bonnes pratiques, de mécanismes de coordination, de laboratoires modernes et du soutien de trois instances régionales : le Réseau de santé animale des Caraïbes (CaribVet), le Groupe de directeurs de santé végétale de la région des Caraïbes (CPHD) et le Groupe de coordination entre les conseils de contrôle des pesticides des Caraïbes (CGPD). En outre, la consolidation des services de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments a été soutenue en Équateur, au Chili, en Argentine et en El Salvador, grâce à la mise en œuvre des instruments "*Desempeño, visión y estrategia*" (DVE). En Bolivie, le Système national de santé agricole et de sécurité des aliments, géré par le Service national de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments (SENASAG), a été renforcé.

Harmonisation du commerce dans le Cône Sud : L'IICA a aidé le Comité de santé végétale (COSAVE) et le Comité vétérinaire permanent (CVP) à harmoniser les processus sanitaires pour l'accès aux marchés et à résoudre les questions commerciales d'intérêt bilatéral et multilatéral.

Échange d'expériences au *Codex Alimentarius* : Grâce aux cinq programmes de jumelage en matière de sécurité sanitaire des aliments, il a été possible d'intensifier la coopération horizontale entre l'Équateur, le Chili, l'Uruguay, l'Argentine, la Colombie, Antigua y Barbuda, la Dominique, les Bahamas, la Grenade et le Canada. En outre, 70 participants du Honduras et d'El Salvador ont bénéficié de deux programmes visant à renforcer les comités nationaux du *Codex*.

Nouveaux inspecteurs des aliments : Par le biais de l'École régionale virtuelle d'inspection des aliments, mise en place par l'Institut avec le soutien de sept universités participantes (l'Université Rafael Landívar, l'Université José Matías Delgado, l'Université nationale d'agriculture, l'UNAN de León, l'Université de Panama, l'Université du Costa Rica et l'Université ISA), 150 inspecteurs de République Dominicaine et d'Amérique Centrale ont reçu une formation en techniques modernes d'inspection en vue de faciliter l'harmonisation des contrôles de sécurité sanitaire de ces pays et d'encourager le commerce des aliments dans la région.

Capacité accrue en matière de prise en charge sanitaire : Plus de 600 professionnels des régions Centrale, Andine et Caraïbe ont reçu une formation en bonnes pratiques de production avicole, prise en charge des urgences de santé animale (système de commandement des incidents), sécurité sanitaire des aliments, résistance antimicrobienne, bonnes pratiques agricoles, traçabilité et niveaux maximums de résidus, entre autres. L'UE a apporté un important soutien financier pour organiser certaines de ces formations dans les Caraïbes.

Préservation des régions Centrale, Andine et Caraïbe : Il a été possible d'améliorer les capacités de 50 agents de santé végétale de sept pays des Caraïbes en matière de contrôle et de gestion efficace des infestations de ravageurs de quarantaine, ainsi que de dix agents phytosanitaires qui ont été formés à la surveillance des infestations du charançon rouge (*Rhynchophorus ferrugineus*) dans les Caraïbes. En Amérique Centrale, 38 techniciens ont été formés en inspection végétale et en élaboration de listes de ravageurs de quarantaine. Dans la région Andine, 30 inspecteurs phytosanitaires ont approfondi leurs connaissances sur les normes internationales de mesures phytosanitaires et sur la mise en œuvre de procédures d'inspection.

Surveillance agricole au Brésil : L'IICA a mis en œuvre, avec le ministère brésilien de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement (MAPA), un projet pilote à l'aéroport international de Brasilia, afin d'utiliser des chiens renifleurs dans les activités de contrôle agricole.

État phytosanitaire du Mexique : Depuis ces vingt dernières années, l'IICA coordonne la gestion des programmes Moscamed, Moscafrut et le diagnostic-surveillance des ravageurs et des maladies exotiques du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, du Développement rural, de la Pêche et de l'Alimentation (SAGARPA) ainsi que le Service national de santé, de sécurité sanitaire et de qualité agricoles (SENASICA), ce qui a permis de conserver 51 % du territoire mexicain indemne de mouches des fruits et 100 % indemne de mouches de la Méditerranée.

Systèmes de contrôle et d'inspection de quarantaine en Haïti et en République Dominicaine : C'est avec des fonds du programme *Food for Progress* des États-Unis que l'Institut a dirigé l'élaboration d'avant-projets de loi et de règlements de contrôle sanitaire, la mise en fonctionnement d'un système électronique d'information de quarantaine, l'exploitation d'incinérateurs et la formation de près de 300 inspecteurs des ministères de l'Agriculture de ces pays.

Prise en charge des ravageurs et des maladies

Brucellose et tuberculose : La coopération entre l'IICA, l'Institut argentin de technologie agricole (INTA) et l'entreprise brésilienne de recherche agricole (EMBRAPA) a permis que le Service national de qualité et de santé animale (SENACSA) et le ministère de la Santé et l'Université nationale d'Asunción (UNA) disposent d'un

personnel qualifié, d'équipements et de moyens pour réaliser les diagnostics de ces maladies au **Paraguay**.

Capimannoni (*Eragrostis plana*) : Des experts d'EMBRAPA ont échangé leurs expériences avec des producteurs et des techniciens du nord de l'Uruguay sur cette graminée qui affecte les pâturages, et ont ainsi contribué à la recherche de solutions en vue de prévenir et d'éliminer cette mauvaise herbe.

Fièvre aphteuse : La collaboration a permis au **Paraguay** de conserver son statut de pays indemne de fièvre aphteuse, avec un calendrier de vaccination, au moyen de l'utilisation essentielle d'un système de surveillance épidémiologique et à la formation du personnel du SENACSA.

Tiques : L'IICA a mis au point un guide sur la gestion des tiques chez les bovins et leur adaptation au changement climatique dans la région andine.

Microspore parasite : Grâce au Programme canadien d'aide à la recherche et à l'internat (RIAP) de l'IICA, une aide a été offerte pour le développement de connaissances en Argentine, en Uruguay et au Canada sur l'optimisation des techniques de détection précoce du parasite *Nosema ceranae* qui affecte les abeilles.

Mollusques ravageurs : Les services officiels d'Antigua et Barbuda, d'Argentine, du Costa Rica, des États-Unis et des pays de la région andine ont échangé leurs expériences et leurs points de vue sur la situation et les effets de l'escargot géant (*Lissachatina fulica*) et sur l'escargot de la pomme golden (*Pomacea caniculata*).

Rouille : Le profil d'un système d'alerte précoce a été élaboré avec des scientifiques jamaïcains, colombiens et américains, pour la gestion de la rouille dans 12 communautés des Blue Mountains de **Jamaïque**, où se situe 87% des producteurs de café du pays. Cette action a marqué le démarrage d'un projet sur trois ans pour comprendre les facteurs climatiques et socioéconomiques liés à la rouille. En outre, **l'Amérique Centrale et la République Dominicaine** bénéficieront du Programme de gestion intégrale de la rouille du café (PROCAGICA), financé par l'UE et dont la mise en œuvre en 2016 a été confiée à l'IICA.

Développement commercial et associatif des chaînes

Développement compétitif des chaînes : Après avoir identifié les thèmes critiques de onze chaînes jugées prioritaires⁹ par dix pays en 2014, la compétitivité de six d'entre elles a été développée grâce à des tables rondes et des comités pour la compétitivité du cajou (Honduras), patate douce (Jamaïque), café et cacao (Panama), fleurs et ovins (Paraguay), caprins (Trinité et Tobago) et aviculture (Venezuela).

⁹ Cajou, arbres fruitiers, cacao, café, volailles, légumes, bovins, ovins, fleurs, chèvres et patate douce.

Dans les régions Andine, Centrale et Sud, les capacités de 722 agents de développement de 70 institutions publiques et privées, ainsi que des organisations de producteurs, ont été consolidées dans les domaines de la gestion compétitive, du développement des entreprises, de l'associativité et de la valeur ajoutée.

Environnements propices au développement d'entreprises dans les Caraïbes : Le Programme de politique agricole axé sur les Caraïbes et le Pacifique de l'UE, exécuté par l'IICA dans les 15 pays du **Forum des Caraïbes** (CARIFORUM), a réalisé des recherches, créé des lignes de base et formulé des stratégies pour les chaînes du porc, des céréales, de la patate douce, du manioc, de l'apiculture, des herbes et des épices, du piment fort et des petits ruminants. Il y a lieu également de mentionner l'articulation de la coopération avec la FAO, le CARDI et l'Université des Indes occidentales (UWI), entre autres ; l'échange d'expériences en vue de mettre en œuvre des politiques agricoles régionales ; la formation de plus de 200 personnes en meilleures pratiques agricoles et en valeur ajoutée ; et la facilitation des liens des organisations de producteurs avec les fournisseurs de services et autres acteurs de la chaîne, dans le but d'améliorer l'environnement des entreprises. En outre, avec l'aide du Centre technique pour la coopération agricole et rurale (CTA), 175 acteurs publics et privés de dix pays des Caraïbes ont renforcé leurs capacités d'établir des liens avec les marchés, principalement ceux qui sont en rapport avec le tourisme.

Développement des entreprises agroalimentaires : Différents espaces d'échange d'expériences ont permis de générer des connaissances qui aideront les producteurs à créer des liens avec les marchés. Dans les régions Sud et Andine, par exemple, la Plateforme de promotion, gestion du savoir et prospective commerciale dans les entreprises agroalimentaires de l'Amérique du Sud a été lancée, avec la participation de 26 institutions publiques de dix pays.

Transparence des marchés agricoles : Les capacités de 33 pays membres de l'Organisation de l'information des marchés des Amériques (OIMA) ont été renforcées afin de pouvoir offrir des services d'information et de renseignement sur les marchés les plus efficaces. Dans ce même cadre, les Caraïbes possèdent leur propre système de gestion de l'information, tandis que la République Dominicaine, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines ont peaufiné leurs capacités de collecte des informations sur les marchés (offre, demande, prix, entre autres).

Liens avec les marchés : Plus de 120 petits et moyens producteurs du Panama, du Costa Rica et du Pérou possèdent plus de compétences pour entrer sur les marchés, depuis que l'IICA a développé, avec les contreparties nationales, des espaces de dialogue et des mécanismes novateurs, comme les foires du café et du cacao (Panama), l'initiative "Un peuple, un produit" (Costa Rica) et la route de l'exportation du café et du cacao (Pérou).

Opportunités d'exportation : La coopération de l'IICA a joué un rôle clé pour qu'avec le soutien des conseils du ministère SAGARPA, 475 entreprises exportatrices

mexicaines bénéficient de la création et de la consolidation d'opportunités de pénétrer sur les marchés.

Commerce entre le Canada, le Pérou et la Colombie : Des producteurs péruviens et colombiens de cacao, de panela et de tilapia ont créé des liens avec des importateurs canadiens, qui ont entraîné des engagements commerciaux et des actions de formation sur les exigences du marché canadien pour l'entrée de ces produits.

Valeur ajoutée sur les produits laitiers, le manioc et la mangue : Dans les Caraïbes, l'aide de l'IICA a permis de réaliser des progrès dans les processus agroalimentaires. Par exemple, plusieurs activités de formation en gestion de la production laitière et en santé ont permis que la Société de brebis et de chèvres de Trinité-et-Tobago augmente la valeur ajoutée de ses produits. Par ailleurs, grâce à un projet de développement de l'agriculture et des entreprises rurales, à Tapakuma, au Guyana, il a été possible d'inaugurer une usine de traitement du manioc, qui va permettre à 180 producteurs de la zone d'accroître leurs revenus. En outre, 31 producteurs de mangues de Saint-Christophe-et-Nevis ont augmenté leurs revenus après avoir acquis des connaissances sur la façon d'améliorer les conditions d'hygiène de la culture de ce fruit, ajoutant ainsi de la valeur à leur production.

Gestion sociale des territoires

Synergies pour le développement rural inclusif : La plateforme "Système de gestion stratégique pour le développement territorial et l'agriculture familiale (SIGET)", créée par l'IICA, a facilité le consensus entre 60 participants de 15 pays ibéroaméricains¹⁰ lors d'un forum sur les synergies entre l'AF et le développement rural inclusif, surtout en raison de la relation qui doit exister entre la consolidation de l'AF, le développement des territoires et les processus d'inclusion des groupes historiquement exclus. Des formations semiprésentielles ont eu lieu, grâce auxquelles les capacités de 110 techniciens du Paraguay, du Pérou et du Venezuela ont été renforcées. De même, le nombre de personnes qui ont échangé leurs expériences sur le développement rural inclusif, au moyen du module d'apprentissage interactif sur les systèmes territoriaux de l'AF, est passé de 29 à 290 dans 13 pays¹¹.

Articulation et formation en vue de l'inclusion socioéconomique : Au Mexique, au Guatemala, au Honduras, au Costa Rica, en République Dominicaine et au Brésil, l'IICA a favorisé des espaces d'articulation afin de formuler des plans qui répondent aux revendications stratégiques des acteurs dans les territoires. En outre, dans ces pays, tout comme au Guyana, au Surinam et en Équateur, des acteurs publics et privés ont été formés en politiques d'inclusion, construction de mécanismes de gestion participative et processus de stimulation économique et d'autonomisation sociale.

¹⁰ Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Espagne, Honduras, Guatemala, Nicaragua, Paraguay, République Dominicaine, Uruguay et Venezuela.

¹¹ Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Espagne, Mexique, Paraguay, Pérou, République Dominicaine et Venezuela.

Stimulation économique des territoires : La stratégie centraméricaine de développement rural territorial (ECADERT), financée à l'aide de ressources fournies par Taïwan, a permis que des producteurs des territoires de Jucuarán, San Dionisio, Concepción Batres et Jiquilisco, en El Salvador, approfondissent leurs capacités techniques et aient accès à des innovations et à des moyens de production, améliorant ainsi leurs revenus et la sécurité alimentaire. Au Mexique, les capacités d'organisation et d'action collective ont été élargies pour intégrer économiquement 21 groupes exclus des territoires de la Forêt Lacandone, au Chiapas, où l'IICA exécute, avec le soutien du gouvernement et de la société civile, dix projets visant à dynamiser l'agriculture familiale et le développement rural.

Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture, de la Sylviculture, de la Pêche, de l'Environnement et du Développement durable du Belize a rédigé, avec l'aide de l'IICA, les propositions d'expansion économique territoriale de six communautés mayas de ce pays.

D'autres territoires ont bénéficié de la coopération de l'IICA, ce sont :

- Les provinces de Bocas del Toro, Chiriquí et Comarca Gnäbe Buglé, au Panama.
- La communauté de communes Garífunas, du Norte de El Paraíso et de Yeguaré, au Honduras.
- La communauté des communes de la Manpoliza, au Guatemala.
- La zone Sud Alto, au Costa Rica.
- La vallée d'Intag, en Équateur.
- Le bassin andin du 42^{ème} Parallèle, en Argentine.
- Tenacinango, au Mexique.
- Carirí, Seridó et Curimataú, au Brésil.

Agrotourisme dans les communautés autochtones : Grâce à un projet financé par l'UKAID par le biais du Fonds CART de la Banque de développement des Caraïbes, on a vu croître le tourisme de 400 % dans les territoires de Powakka, Pierre Kondre, Redi Doti et Cassipora, au Surinam. Ce projet a doté ces territoires d'infrastructures touristiques (musées, centre communautaire, terrains de camping, stations de mouillage dans les ports et sentiers) et a permis de donner à 54 acteurs locaux une formation commerciale ainsi qu'en visites guidées et en hospitalité.

Territoires ruraux et paix : L'IICA a élaboré, dans le cadre du Programme Nouveaux territoires de paix en Colombie, deux propositions de projets qui seront financées par l'UE (370 000 USD), visant à réduire la vulnérabilité socioéconomique et à concevoir un modèle de gestion territoriale pour des zones prioritaires.

Nouveau système d'indicateurs pour mesurer l'impact territorial : Les différents projets d'investissements formulés dans le cadre du Programme des services agricoles provinciaux (PROSAP) disposent d'une base d'information sociodémographique, géospatiale, économique et institutionnelle d'Argentine, qui permet de définir les paramètres du modèle de suivi et d'évaluation de l'impact territorial.

Inclusion des femmes dans l'agriculture

Au **Panama**, les conditions socioproductives des femmes se sont améliorées. Grâce au PRIICA, un programme financé par l'UE, 836 producteurs panaméens ont reçu une formation sur le rôle de la femme dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; en outre, un projet a été exécuté, dans le cadre de l'ECADERT, en vue de renforcer l'Association des femmes de la communauté de Palo Seco (district de Mariato), qui a bénéficié à 25 familles, avec une formation sur la production de légumes dans les potagers communautaires, la construction de cuisinières écologiques, la gestion et l'élimination des déchets solides, la fabrication d'artisanat, la parité hommes-femmes et l'esprit d'entreprise.

Au **Honduras** a été organisé le Réseau des femmes de Yeguaré et au **Surinam**, quatre coopératives ont été créées, avec le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (LVV), dont 84 femmes ont bénéficié à Brokopondo, Marowijne et Sipaliwini.

L'IICA a amélioré les capacités de gestion et d'association des chapitres nationaux du Réseau caribéen des femmes productrices rurales (CANROP), en particulier : a) le Réseau des femmes productrices des **Bahamas** s'appuie sur un plan stratégique et compte au moins 100 femmes formées en agriculture de basse-cour, en autonomisation, en sécurité alimentaire et en développement durable (en partenariat avec le Bureau de la Femme du ministère des Services sociaux) ; b) en **Dominique**, 25 femmes de la communauté de Delices ont reçu des moyens de production agricole et des machines après la tempête tropicale Erika grâce à l'aide humanitaire des fonctionnaires de l'IICA, et c) le Réseau des femmes productrices de **Jamaïque** a rééquilibré ses finances et amélioré la capacité d'accéder au crédit grâce à des conseils et à une formation à la bonne gestion des registres mis en œuvre avec l'aide de l'Institut.

En **Antigua et Barbuda**, l'IICA a contribué à ce que le Réseau des femmes productrices rurales dispose d'un terrain qui deviendra la Centrale commerciale de transformation des produits agricoles et à ce qu'il obtienne un financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de la Banque de développement des Caraïbes pour rénover les structures et pour la formation en plans commerciaux.

Avec l'aide du CTA, deux réseaux de femmes productrices du **Guyana** ont amélioré leurs compétences en matière d'utilisation des technologies de l'information et de la communication, ce qui leur a permis de créer une plateforme de diffusion de l'information et d'échanger des connaissances grâce à Internet.

À **Trinité-et-Tobago**, 65 femmes et jeunes ont appris à produire, avec une plus grande valeur ajoutée, le fromage de chèvre et les barres de chocolat élaborées à partir des fèves de cacao ; ils ont, en outre, une meilleure compréhension des conditions du marché, ce qui va leur permettre d'augmenter les revenus de leurs familles.

Enfin, la qualité de vie des familles de Lakatia, communauté situé sur l'Altiplano de la **Bolivie**, a pu être améliorée grâce au renforcement des capacités en matière de services

touristiques, à l'inclusion des femmes dans ces services et à l'installation d'une auberge communautaire qui utilise des énergies renouvelables.

Capacité de gestion intégrée de l'eau et d'utilisation durable des sols

Gestion de l'eau et des terres : Plus de 940 producteurs, fonctionnaires et universitaires de 16 pays ont bénéficié des activités de formation organisées par l'IICA en gestion intégrale des ressources hydriques, des systèmes d'irrigation et de collecte des eaux, de la gestion intégrale des déchets et de la dégradation des terres. En outre, dans la région des Caraïbes et dans la région Andine, l'Institut a validé un module de formation sur la gestion intégrale de l'eau, avec 49 participants de 14 pays¹².

Systemes d'irrigation efficaces et modèles de bilan hydrique : Deux municipalités du Chaco paraguayen ont mis en œuvre, avec l'aide de l'IICA et de l'UE, un projet de collecte des eaux de pluie qui a permis d'installer et d'entretenir des systèmes d'arrosage au goutte-à-goutte. En outre, le MAG a amélioré ses capacités en termes de gestion des risques météorologiques, en utilisant un nouveau modèle de bilan hydrique pour surveiller les excédents ou le déficit de la ressource dans les zones agricoles.

Plusieurs pays dont le Brésil, le Honduras, l'Équateur et le Costa Rica, disposent de propositions ou projets en vue de développer des plans d'irrigation et de drainage ; au Venezuela, en collaboration avec l'entreprise Nestlé, 243 personnes ont été formées aux techniques de conservation, d'utilisation, de contrôle de qualité et de gestion locale de l'eau ; à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, l'IICA a créé un modèle de démonstration de collecte de l'eau afin de former des techniciens et des producteurs à une agriculture sensible au climat, à la collecte de l'eau et à la gestion des terres.

Conservation des sols du Nicaragua : L'Alliance nationale pour la terre a été créée grâce à la participation de 12 organisations de coopération, d'éducation et gouvernementales et la priorité a été accordée aux actions de préparation d'une future stratégie.

Récupération des sols dégradés : C'est avec un projet du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), que l'Institut a reçu la reconnaissance d'instances publiques du Surinam, qui ont souligné son expérience dans les Caraïbes en matière de récupération des sols dégradés par l'exploitation des mines de bauxite et la production de biocarburants. En Grenade, l'Institut a collaboré avec la GIZ et les autorités nationales à aider 50 producteurs à améliorer la terre grâce au compost produit à partir des macroalgues *Sargassum*.

Mise à jour des cartes des terres agricoles : Avec l'Université du Costa Rica (UCR), des cartes des terres agricoles ont été réalisées (ordres et sous-ordres) qui font partie

¹² Guyana, Surinam, Sainte-Lucie, Saint-Christophe-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Antigua-et-Barbuda, Jamaïque, Pérou, Argentine, Nicaragua, Costa Rica, Paraguay, Bolivie et Venezuela.

d'un système d'information géographique utile pour l'orientation des plans et pour la gestion des activités de production agricole du pays.

Promotion de moyens de production biologiques : Les priorités de développement des institutions et des normes en matière de moyens de production biologiques ont été identifiées en Argentine, au Nicaragua, en Équateur et au Guyana, grâce à l'utilisation d'un outil d'analyse développé par l'IICA.

Adaptation de l'agriculture au changement climatique, atténuation de ses effets et gestion des risques

Meilleur usage des assurances agricoles : L'utilisation des assurances agricoles a été encouragée et une vision intégrale des risques a été favorisée chez les producteurs et parmi les industries agroalimentaires. Cela a été possible grâce au développement d'inventaires des cartes des risques en Amérique Latine ; à la formation de 210 acteurs publics et privés d'El Salvador, du Guyana, de Jamaïque, du Nicaragua, du Paraguay, de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent, de Saint-Christophe-et-Nevis, du Surinam, de Trinité-et-Tobago et d'Uruguay en gestion intégrale des risques ; à l'organisation du cinquième symposium annuel des assurances agricoles et à la publication d'une étude sur les résultats du marché des assurances dans les Amériques entre 2010 et 2014.

Gestion des risques sanitaires face aux changements climatiques : L'Amérique Latine dispose aujourd'hui, grâce à un effort conjoint de l'IICA et de l'organisation *World Animal Protection*, d'un ensemble d'orientations sur la prise en charge des animaux en cas de désastres. Par ailleurs, la région Andine, l'Argentine, le Costa Rica et les États-Unis possèdent un panorama des incidences sur la santé et sur la production de ravageurs comme l'escargot géant et l'escargot de la pomme golden sur le continent américain, grâce à un échange d'expériences entre scientifiques et techniciens attachés à la lutte contre ces ravageurs. En outre, en Argentine, pays indemne de *Huanglongbing* (HLB), maladie des agrumes, l'IICA a achevé une étude des incidences que son retour provoquerait sur l'économie nationale et sur plus de 5000 producteurs d'agrumes, qui laisse espérer que plusieurs secteurs vont poursuivre les investissements afin d'en prévenir le retour.

Risques environnementaux au Guatemala : Pour soutenir le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation (MAGA), le risque environnemental de l'arrivée possible de maïs génétiquement modifié en provenance du Honduras a été examiné, comme conséquence de l'accord bilatéral de l'union douanière entre les deux pays.

Articulation vers une agriculture climatiquement intelligente : Le Forum de l'Agriculture climatiquement intelligente a été créé dans les Caraïbes, et a permis de former 450 techniciens des ministères de l'Environnement et de l'Agriculture, y compris des vulgarisateurs et des décideurs en matière d'adaptation de l'agriculture au changement climatique. Au moins 109 acteurs publics et privés de la Barbade, de Saint-

Vincent-et-les-Grenadines, de Grenade, de la Dominique et de Saint-Christophe-et-Nevis ont été formés en bonnes pratiques agricoles (BPA) devant le changement climatique.

Renforcement des capacités pour adapter l'agriculture au changement climatique et en atténuer les effets : Dans le cadre du Programme Euroclima, financé par l'UE, plus de 700 techniciens et spécialistes ont approfondi leurs connaissances sur la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et sur des thèmes comme la réduction de la vulnérabilité due à la sécheresse, l'utilisation de l'instrument "Analogues climatiques", l'utilisation durable des terres, la gestion intégrale de l'eau et l'application du concept d'"empreinte hydrique" à l'agriculture, entre autres. Les ministères de l'agriculture de 20 pays ont développé des plans nationaux d'adaptation du secteur agricole aux changements climatiques et ont inscrit la question dans leurs plans de développement. L'IICA, pour sa part, a soutenu, dans le cadre du Portail régional pour le transfert et la réaction au changement climatique (REGATTA), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUMA), en renforçant les compétences de 610 représentants des secteurs public et privé en bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques, en mesures d'atténuation, en gaz à effet de serre, en financement climatique, en prédictions climatiques et en vulnérabilité dans les cultures clés de l'ALC.

Renforcement des capacités en matière de changement climatique

- **Bolivie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines :** Quinze groupes d'intérêt boliviens et 573 personnes de dix communautés caribéennes ont reçu une formation en agriculture climatiquement intelligente.
- **Chili :** Le cours pour formateurs "L'intégration de l'agriculture au changement climatique", a été programmé à dix reprises.
- **Dominique :** Plus de 40 personnes des secteurs public et privé ont été formées en agriculture durable, soins des sols et méthodologies en vue de mener à bien des évaluations relatives à l'adaptation au climat.
- **Grenade, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie :** Avec l'Université des Indes Occidentales, 14 caribéens ont reçu une formation en méthodologie en vue de la gestion durable des sols, de l'amélioration de l'efficacité et de l'adaptation au changement climatique.

Intégration de la parité, de l'agriculture et des changements climatiques : Grâce à la coopération Sud-Sud définie par le Programme Euroclima, 24 femmes de huit pays liées à des projets qui intègrent la perspective du changement climatique dans le secteur agricole ont échangé leurs expériences, ce qui leur permettra d'améliorer l'appréciation du rôle de la femme dans l'agriculture.

Énergies propres et séquestration du carbone : Dans le cadre de l'accord signé avec le ministère de l'Électricité et de l'Énergie renouvelable (MEER) d'Équateur, et grâce au projet "Production d'huile de pignon pour le plan pilote de production d'électricité aux

Galápagos”, 41 000 litres d’huile végétale pure de pignon ont été extraits et envoyés aux Galápagos. En outre, la plantation de plus d’un million de plants de *Jatropha curcas* à Manabí, en Équateur, a contribué à séquestrer 4000 t de CO₂.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Lutte contre la malnutrition infantile : 500 acteurs du Guatemala, qui travaillent à des programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, ont pris connaissance des facteurs qui ont une incidence sur la malnutrition chronique infantile et ils ont identifié les interventions efficaces pour la vaincre, à la suite de l’étude intitulée “Modèle systémique et territorial de la malnutrition chronique infantile au Guatemala”, réalisée par les universités Rafael Landívar et McGill du Canada avec le soutien de l’IICA et du Centre international de recherche pour le développement (CIID).

Diminution des pertes alimentaires

Formation en vue de diminuer les pertes alimentaires : Avec le soutien du PRIICA, programme exécuté en Amérique Centrale et au Panama, coordonné par l’IICA et financé par l’UE, une activité de formation a été organisée (22 participants d’Amérique Centrale, y compris des spécialistes de l’IICA) sur l’utilisation de la “Méthodologie de l’évaluation des chaînes agroalimentaires en vue de l’identification des problèmes et des projets (MECA)”, une méthode systématique pour identifier et quantifier les facteurs qui conduisent à des pertes d’après récolte, et qui permet de détecter les problèmes de qualité d’un produit à un endroit précis. Cette méthodologie a été mise à la disposition des pays membres et, en 2016, son manuel d’utilisation sera mis à jour.

Augmentation de la production de patate douce en Jamaïque : Des acteurs clés du secteur jamaïcain de la production de patate douce ont participé à une mission en Caroline du Nord, aux États-Unis, ce qui leur a permis de renforcer leurs capacités en vue de la propagation, de la culture et de la gestion de l’après récolte des variétés Beauregard et Covington. On estime que 30 producteurs récolteront, sur 93 acres cultivées, 1,2 millions de livres en mars 2016, avec la première variété.

Utilisation des espèces autochtones

Préservation de l’igname : À Salagnac, Savane Zombi et Makary, en coordination avec le ministère de l’Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural d’Haïti, et avec le soutien du Programme APP de l’UE, des parcelles de conservation de toutes les variétés d’igname de ce pays ont été entretenues, et notamment celles qui sont en danger d’extinction.

Potentiel du quinoa : Dans le cadre d'une étude réalisée par l'IICA avec le financement de la Banque interaméricaine de développement (BID) et la collaboration de l'Institut national d'innovation agricole (INIA) du Pérou, des acteurs publics et privés de la chaîne du quinoa disposent d'une information à jour sur la production de cette culture et sur son accès aux marchés. En outre, le Centre international du quinoa, situé en Bolivie, a été aidé grâce à un système d'information sur la production, la commercialisation et la consommation, qui facilite l'établissement de liens avec les différents acteurs de la chaîne.

Maintien des liens et participation aux forums internationaux

L'une des priorités de l'IICA est de consolider ses capacités de maintien des liens et de la participation de ses États membres aux forums internationaux et aux mécanismes régionaux. Dans ce domaine, les principaux succès de 2015 ont été enregistrés dans les espaces suivants :

Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques 2015 : Les plus hautes autorités de l'agriculture du continent américain se sont réunies au Mexique, où une Déclaration ministérielle a été signée, portant sur huit engagements en vue d'améliorer la productivité et la durabilité de l'agriculture. Cette rencontre a consolidé le rôle de l'IICA en tant qu'organisme international spécialisé dans le secteur agricole et articulateur d'efforts pour développer le bien-être en milieu rural.

Sommet des Amériques : L'Institut a soutenu l'Organisation des États Américains (OEA) lors du Septième sommet des Amériques, tenu à Panama, dont la déclaration souligne l'importance de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la gestion durable des ressources naturelles.

Réunion interaméricaine des services nationaux de santé animale, de santé végétale et de sécurité sanitaire des aliments (RISAVIA) : Cette réunion a permis à 34 pays du continent d'harmoniser leurs priorités en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires et d'en faire une résolution ministérielle de la récente réunion du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil) afin de renforcer les capacités techniques sur la question.

Codex Alimentarius : L'Institut a participé au développement des capacités et à une meilleure utilisation de ce forum grâce à l'augmentation de la participation des représentants des pays de l'ALC à ses réunions. Il a été possible d'appuyer la participation de 60 délégués de l'ALC et d'Afrique au premier colloque transcontinental, de 37 représentants de 12 pays à des réunions des Comités du Codex, de 60 délégués de 30 pays aux deux colloques régionaux et de représentants de 16 pays à des réunions de la Commission du *Codex Alimentarius*. Tout cela a permis d'améliorer les cadres réglementaires des pays, de développer des normes qui facilitent le commerce et la production agroalimentaire, d'accroître la protection des consommateurs et d'équilibrer les processus de négociations multilatérales.

Organisation mondiale du commerce (OMC) : La formation de 579 agents de développement dans divers domaines (contingents tarifaires, mesures sanitaires, environnement, réglementation commerciale, sécurité alimentaire et données et indicateurs statistiques du commerce) a permis aux pays de réaliser un suivi proche de leurs engagements et d'augmenter leur participation à des événements de l'OMC et à des mécanismes de négociation.

Une agriculture fondée sur le savoir

Outre la dynamique de coopération technique associée aux onze contributions définies dans le PMT, l'IICA entretient un programme actif en matière de création et d'échange de savoir. Voici certains des principaux efforts déployés dans ce domaine :

Perspectives de l'agriculture et du développement rural dans les Amériques : Le Conseil interaméricain de l'Agriculture (le Conseil) et les acteurs publics et privés d'Argentine, du Canada, du Chili et de l'Uruguay ont été les premiers à prendre connaissance du nouveau rapport pour la période biennale 2015-2016 préparé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), et qui sert de base à la formulation de politiques pour relever les principaux défis et saisir les opportunités dans les secteurs agricole et rural des Amériques.

Bourses dans l'agriculture pour les Amériques : Dans le cadre du programme conjoint de l'IICA et du Conseil national de science et de technologie (CONACYT) du Mexique, 301 bourses ont été gérées et approuvées en sciences agricoles et connexes pour de jeunes professionnels du continent. Parmi eux, 207 étaient en maîtrise et 94 en doctorat, fin 2015, dans 47 institutions mexicaines d'enseignement supérieur (voir annexe 5).

Par ailleurs, grâce au projet conjoint de l'IICA et du CATIE "Enhancing Agriculture and Rural Development through Leadership Education" (Henry A. Wallace Legacy Scholar – HWLS), 24 étudiants du continent ont reçu des bourses d'études de maîtrise au sein du CATIE.

Maîtrise en sécurité alimentaire : Avec la participation de la FAO, de la CEPAL et de dix universités d'Amérique Latine, l'IICA a dirigé la conception du Programme de maîtrise internationale en Sécurité alimentaire. On compte actuellement 121 étudiants boursiers de cette maîtrise, sous les auspices de l'Université ouverte et en ligne du Mexique (UnADM).

Capacités agricoles en Amérique Centrale et dans les Caraïbes : Le gouvernement mexicain a consolidé sa coopération horizontale avec l'aide de l'IICA, après avoir exécuté 14 programmes de renforcement des capacités en agriculture qui ont bénéficié à 1060 techniciens des Caraïbes et d'Amérique Centrale. Les thèmes des programmes,

qui ont été choisis selon les aspirations de connaissances de ces pays, incluaient l'agriculture protégée, le tourisme rural, l'agriculture familiale et de basse-cour, la protection du sol et de l'eau, la pathologie végétale et la production de brebis.

Capacités en innovation : Un total de 772 personnes de 21 pays ont pu approfondir leurs connaissances en matière d'innovation, après avoir participé à différentes activités organisées par le Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire (Innovagro), comme l'initiative "La route de l'innovation", le séminaire international "À la recherche d'un lien plus étroit entre la recherche et le transfert des systèmes agroalimentaires d'innovation", le Certificat de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire (en ligne), des vidéoconférences et des visites technologiques. En outre, le concours Innovagro 2015 a permis aux membres du Réseau de présenter et de diffuser des innovations technologiques, sociales et institutionnelles.

Un continent mieux connecté : L'IICA, avec sa structure perfectionnée de connexion virtuelle à portée continentale, a organisé 4060 activités de téléprésence, y compris des programmes de formation, des dialogues, des échanges d'expériences et des réunions, qui ont amélioré les capacités opérationnelles de l'IICA et de ses partenaires stratégiques.

Gouvernance et réunions officielles

Comité exécutif (CE)

La Trente-cinquième réunion ordinaire du CE¹³ s'est tenue les 15 et 16 juillet 2015, à San José au Costa Rica. Les thèmes suivants sont à souligner :

- Le CE a approuvé le Rapport annuel de l'IICA de 2014, qui résume les activités de coopération réalisées par l'Institut pendant l'année et présente les informations sur les questions programmatiques, budgétaires et financières.
- Le CE a reconnu que le Programme-budget 2016-2017 était aligné sur le schéma stratégique institutionnel fixé dans le Plan à moyen terme (PMT) 2014-2018. Il a, de même, recommandé au Conseil (le Conseil) d'envisager l'élargissement du Budget des quotes-parts et demandé d'analyser les possibilités de renforcement de la structure stratégique de l'IICA, y compris ses finances. Par ailleurs, il a pris acte des rapports financiers de l'Institut pour 2014 ainsi que du rapport correspondant des commissaires aux comptes, en soulignant que ces derniers certifient la bonne gestion, par l'IICA, des ressources financières, et du respect des règles institutionnelles par son administration. Le CE a également pris connaissance du rapport sur le recouvrement des quotes-parts versées annuellement par les États membres, et a nommé Madame Antoinette R. Hodge, de Saint Christophe et Nevis, membre du Comité de révision de la vérification (CRV) pour la période 2016-2021.
- Le document technique "Une productivité compétitive, inclusive et durable : une opportunité pour le continent américain", préparé par des techniciens du Mexique et de l'IICA, a été présenté au CE. Ce document offre six recommandations : a) renforcer le rôle recteur de l'État en matière d'agriculture, b) développer un processus de gestion éducative moderne dans le domaine agricole, c) continuer d'investir dans la création d'une culture d'innovation agricole, d) consolider le leadership de la région dans le commerce international des produits agricoles, e) encourager une culture entrepreneuriale et organisationnelle des petits producteurs et f) consolider la coopération internationale pour le développement d'une agriculture productive, durable et inclusive. Les États membres ont participé à l'élaboration de la version finale du document, qui a servi de base au dialogue ministériel et au forum sur la productivité, qui ont eu lieu dans le cadre de la Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques 2015, à Cancún, sur la Riviera Maya, au Mexique.
- Le CE a pris note des rapports biennaux du Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) et de l'Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes (CARDI) pour la période 2013-2014 et a encouragé à poursuivre la consolidation d'actions de coopération conjointe.

¹³ Le Comité réunissait les États membres suivants : Belize, Bolivie, Brésil, Canada, El Salvador, Grenade, Jamaïque, Pérou, République Dominicaine, Trinité et Tobago, Uruguay et Venezuela.

Conseil interaméricain de l'Agriculture (le Conseil)

La Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques et la Dix-neuvième réunion ordinaire du Conseil dont le thème était *Productivité agricole durable et inclusion rurale*¹⁴ ont eu lieu du 19 au 23 octobre, à Cancún, sur la Riviera Maya, au Mexique. Les deux réunions ont été présidées par M. José Eduardo Calzada Roviroso, Ministre mexicain de l'Agriculture, de l'Élevage, du Développement rural, de la Pêche et de l'Alimentation. Le rapporteur était Madame Ana Isabel Gómez, Directrice du Secrétariat exécutif de planification sectorielle agricole (SEPSA) du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) du Costa Rica.

Afin d'apporter des éléments de débat sur le thème central de la Rencontre, un forum technique a été organisé "Vers une productivité compétitive, durable et inclusive : une opportunité pour l'agriculture des Amériques" ; y ont participé Madame Catherine Geslain-Laneelle, Vice-ministre française de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la sylviculture et Madame Kátia Abreu, Ministre brésilienne de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement. Ont participé aux tables rondes d'autres membres du ministère de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche (MGAP) de l'Uruguay, du ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA), du Centre Latinoaméricain pour le développement rural (RIMISP), de l'Université polytechnique de Madrid, d'Agroindustrias APAL S.A. (Mexique) et de l'IICA. Les ministres et les chefs de délégation ont montré un grand intérêt pour le thème traité et ont apporté d'importantes contributions au débat.

Les ministres ont pris connaissance de la proposition de Déclaration des ministres de l'Agriculture Mexique 2015, élaborée à la Réunion des délégués ministériels¹⁵. Le texte de la Déclaration a été débattu, approuvé et signé par les chefs de délégation.

Le Conseil a pris connaissance du rapport intitulé "Perspectives de l'agriculture et du développement rural dans les Amériques : un regard sur l'Amérique Latine et les Caraïbes 2015-2016", élaboré et présenté conjointement par la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et IICA.

Les thèmes suivants ont fait l'objet d'accords :

- *Politique institutionnelle et services de coopération technique* : Un rapport a été présenté sur les réunions ministérielles d'agriculture et le Plan AGRO 2003-2015. On a également considéré qu'il était possible de réexaminer les mécanismes de prolongement de la durée du contrat signé entre le Costa Rica et l'IICA et le CATIE. Par ailleurs, à partir d'un rapport présenté par la ministre brésilienne de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Approvisionnement, sur la réunion interaméricaine

¹⁴ Étaient présents les représentants de 30 États membres de l'IICA.

¹⁵ Cette réunion a eu lieu les 19 et 20 octobre 2015 à Cancún, sur la Riviera May, au Mexique. À l'annexe 6 se trouve le texte complet de la Déclaration.

des Services nationaux de santé animale et végétale et sur la sécurité sanitaire des aliments devant les défis du commerce international, tenue à Brasilia, les 2 et 3 septembre 2015, il a été convenu de créer un groupe de travail, géré par l'IICA et certaines organisations régionales pertinentes en vue d'améliorer les capacités des pays des Amériques en matière d'évaluation des risques sanitaires et phytosanitaires.

- *Questions budgétaires et financières* : Le Conseil a reconnu le nouveau modèle de programme-budget, dûment aligné sur les stratégies institutionnelles du PMP, et a approuvé une allocation globale de ressources au Fonds ordinaire de l'Institut pour la période biennale 2016-2017, de 34 364 900 USD par an, financée grâce aux contributions ordinaires et extraordinaires des pays. En outre, le rapport sur le recouvrement des quotes-parts des États membres, le rapport sur les états financiers de l'IICA 2013-2014 et le rapport des commissaires aux comptes, ainsi que les rapports du CRV, ont été adoptés.
- *Questions portant sur les organes de direction de l'IICA* : Le Conseil a pris connaissance du rapport des États-Unis, représentant du Conseil au Conseil supérieur du CATIE pendant la période 2013-2014. Il s'est également félicité des progrès dans la mise en œuvre des résolutions de la Dix-septième réunion ordinaire du Conseil et des Trente-quatrième et Trente-cinquième réunions ordinaires du CE ; et a décidé que la Dix-neuvième réunion ordinaire du Conseil aura lieu au Costa Rica. Il a finalement remercié le gouvernement mexicain pour avoir été l'hôte de la Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques 2015 et de la Dix-huitième réunion ordinaire du Conseil, ainsi que pour son soutien dans l'organisation des deux réunions.

Réunions officielles tenues en 2015

| Nom officiel | Date | Lieu | Lieu et date de publication du rapport ou mémoire de la réunion |
|---|--------------------|--|---|
| Réunion ordinaire 2015 de la Commission consultative spéciale pour les questions de gestion (CCSQG) | 16 avril 2015 | Virtuellement depuis le Siège central de l'IICA à San José, Costa Rica | IICA, San José, Costa Rica, 28 mai 2015 |
| Trente-cinquième réunion ordinaire du Comité exécutif | 15-16 juillet 2015 | San José, Costa Rica | IICA, San José, Costa Rica, 18 septembre 2015 |
| Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques 2015 et Dix-huitième réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'Agriculture (le Conseil) | 19-23 octobre 2015 | Cancún, Riviera Maya, Mexique | IICA, San José, Costa Rica, 5 février 2016 |

Principaux résultats de la gestion institutionnelle

En 2015, la gestion institutionnelle a pris en charge trois des grands défis de l'administration :

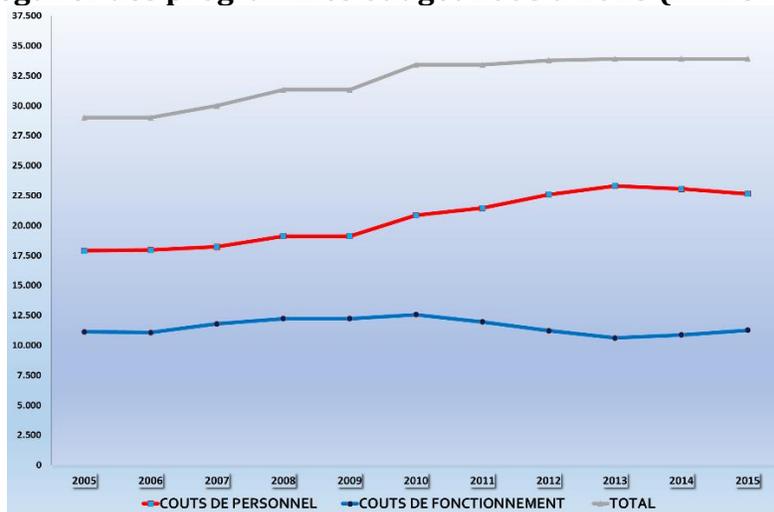
- a) adapter le modèle de programme budgétaire de l'IICA au schéma stratégique prévu par le PMT 2014-2018 ;
- b) renouveler l'accréditation de l'Union Européenne (UE) pour les quatre piliers institutionnels et ajouter un cinquième pilier (*Grants*), afin d'accroître ainsi la compétitivité de l'administration de l'Institut sur la scène internationale ; et
- c) obtenir l'approbation des pays membres pour une augmentation de la quote-part annuelle, afin que l'IICA puisse redresser ses finances et continuer d'offrir sa coopération à ces pays dans la même mesure et avec la même qualité qu'il l'a toujours fait dans le passé.

Ces défis ont exigé de gros efforts en matière d'analyse, de prospection, de projection de scénarii et de négociation auprès de plusieurs hauts fonctionnaires des pays membres. Grâce à ce travail assidu, toutes les démarches entreprises par le Directeur général ont mené avec succès à la décision sans précédent des États membres qui, lors de la Réunion ordinaire du Conseil, ont approuvé une augmentation de 6,57 % du budget des quotes-parts à partir de 2016. La majorité des pays ont également offert de verser une surcote, selon leurs moyens, ce qui représente, non seulement un important soutien financier complémentaire pour la gestion de l'Institut, équivalent à environ 8,11% d'augmentation globale, mais aussi un bon indicateur du niveau de satisfaction des pays membres devant les résultats de l'IICA.

Le processus d'amélioration continue amorcé en 2010 s'est accentué parallèlement ; il s'agit d'un effort systématique et inhérent aux opérations menées par le Secrétariat des services institutionnels, assorti de résultats clairs et de retombées positives dans le cadre du schéma de modernisation institutionnelle. Parmi les aspects les plus importants, il y a lieu de souligner plusieurs points :

- À la suite d'une proposition novatrice du budget 2015, strictement alignée sur les stratégies et instruments du PMT, il a été possible d'approfondir l'intégration de la gestion institutionnelle et de la coopération technique, ce qui a eu pour résultat une nette amélioration de l'utilisation des ressources. Ceci implique que 100 % des unités ont été en mesure de disposer, dans les temps et dans les formes, des fonds nécessaires à l'exécution du plan d'action de l'année. Cet important effort institutionnel a été déployé grâce au respect de critères d'austérité, de rationalité, d'équité et de transparence dans l'exécution du budget, ce qui a produit d'excellents résultats, puisque les coûts de fonctionnement ont été diminués et que les coûts marginaux ont été absorbés, sans négliger les besoins croissants de coopération technique dans les pays.

Graphique 2
Évolution nominale des coûts de personnel, de fonctionnement et total
Fonds régulier des programmes budget 2005 à 2015 (milliers de USD)



- L'IICA a obtenu une augmentation de 6,57 % des quotes-parts, après une étude du comportement du fonds des recettes diverses, l'analyse des effets de l'application des nouveaux pourcentages fixés par l'Organisation des États Américains (OEA) du barème de calcul des quotes-parts 2016-2017, l'élaboration de schémas comparatifs afin d'estimer les conséquences possibles sur le paiement des quotes-parts, et les démarches effectuées auprès des autorités des pays membres en vue de faire accepter cette augmentation.
- La gestion financière a été menée sur la base de l'application d'une politique de responsabilisation et de transparence dans l'utilisation des ressources, avec l'élaboration d'états financiers vérifiés, approuvés et dans le strict respect de la norme comptable internationale US GAAP (principes de comptabilité généralement acceptés aux États-Unis).
- La négociation de l'Accord entre le Royaume d'Espagne et l'IICA a été couronnée de succès, ce qui permettra d'ouvrir de nouvelles possibilités de financement pour la coopération technique et d'obtenir de nombreux avantages et opportunités pour le secteur agricole.
- On a coordonné et pris en charge plusieurs audits en temps opportun, notamment nécessaires pour renouveler l'accréditation, par l'UE, des quatre piliers institutionnels (Contrôle interne, Comptabilité, Audit externe et Achats). Ce processus a été un succès, puisqu'un nouveau pilier a été accrédité (*Grants*). L'IICA est ainsi devenu une organisation qualifiée et éligible pour exécuter des projets de coopération technique en ALC, avec des ressources de l'UE.
- Dans le domaine de la gestion du talent humain, les principaux processus de recrutement et de sélection du personnel, de révision des salaires et de classement des postes, entre autres, ont été réexaminés et actualisés. Ce qui a permis de

simplifier, de normaliser et d'homogénéiser les processus en vue de raccourcir l'étape de contrôle et d'améliorer l'efficacité et la qualité des services offerts au personnel. Ces améliorations sont le résultat de l'utilisation du système SAPIENS, une plateforme technologique qui a permis d'automatiser le contrôle jusqu'alors manuel, d'intégrer l'information dans un système unique de gestion institutionnelle et d'innover ainsi, dans la gestion du talent humain dans les différents pays.

- En matière d'institutionnalité des procédures, on a progressé dans la mise à jour de plusieurs documents, dont le *Código de ética*, la *Política antifraude y de tratamiento del hostigamiento sexual* et le *Manual de adquisición de bienes y contratación de servicios* (en vue de leur approbation en 2016), entre autres.
- Concernant l'infrastructure et les services, le système de protection de l'équipement informatique a été renforcé ; des améliorations ont été apportées dans une partie du parc automobile et dans les infrastructures physiques de certaines représentations ; et les services informatiques ont été mis à jour, entre autres. En outre, plusieurs contrats de services ont été renégociés (lignes aériennes, agence de voyages, sécurité et entretien des imprimantes, et immeubles), avec pour résultat de meilleurs prix et avantages. Conformément à la stratégie de rationalité et d'équité dans l'exercice des dépenses, tout cela a été complété par différentes campagnes de promotion de réduction de la consommation d'eau, d'énergie électrique, de carburants et autres produits consommables, entraînant ainsi une importante économie de ressources.

Les résultats énoncés, obtenus grâce à l'application d'une approche de gestion institutionnelle fondée sur l'engagement et le travail en équipe, sont le témoignage du fait que cette approche a permis à l'Institut de voir s'achever une nouvelle année marquée par des transformations pertinentes et essentielles dans le cadre des objectifs de l'IICA, un partenaire qui offre à ses pays membres une coopération technique efficace et de grande qualité.

Pour répondre au mandat du PMT 2014-2018 de consolider le contrôle et l'évaluation de toutes ses actions, l'Institut a renforcé son Secrétariat de planification et d'évaluation (SEPE), instance qui fournit les informations périodiques à toute l'organisation sur les quatre instruments de coopération et sur les 11 contributions institutionnelles à atteindre en 2018, conformément à ce qui est fixé par ce PMT. Le système de gestion a été consolidé grâce à trois nouveaux modules d'automatisation du contrôle, de la planification et des rapports, ce qui facilite la communication d'information, son examen et la prise de décisions. Enfin, les conseils de l'agence allemande GIZ se sont concrétisés en vue de renforcer les systèmes de planification, de contrôle et d'évaluation de l'Institut, d'après les meilleures normes de service de la coopération internationale.

Comme dans toute organisation, il existe encore des possibilités d'amélioration qui inspirent la recherche de nouveaux processus, procédures, innovations et projets pour l'année qui vient, dans le cadre du PMT, qui permettront à l'Institut de remplir sa mission d'encouragement, de promotion et de soutien des efforts des États membres pour leur développement agricole et le bien-être rural.

Annexe 1

Liste de projets du Fonds de participation de l'IICA pour la coopération technique (FonCT) exécutés en 2015

| Nom du projet | Pays concernés | Montant alloué en 2015 (USD) |
|---|--|------------------------------|
| Innovations institutionnelles pour le soutien de la gestion de processus commerciaux de l'agriculture familiale et de ses liens avec les marchés | Argentine, Chili et Pérou | 75 740.00 |
| Consolidation des systèmes officiels de contrôle des médicaments vétérinaires et promotion de l'utilisation responsable des médicaments dans l'élevage en Amérique Centrale | Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama | 133 219.00 |
| Gestion du savoir et développement des capacités institutionnelles en vue de promouvoir la gestion intégrale de l'eau dans l'agriculture familiale (GIAAF) | Pérou, Costa Rica, Nicaragua et OPE (Espagne) | 117 520.00 |
| Développement des capacités institutionnelles sur les approches, les stratégies et les méthodologies participatives pour l'inclusion optimale des jeunes dans l'agriculture et dans les zones rurales du Costa Rica, du Honduras, de la République Dominicaine et du Brésil | Costa Rica, Honduras, République Dominicaine et Brésil | 97 700.00 |
| Renforcement des capacités agroindustrielles et associatives des organisations de petits producteurs (OPP) pour établir le lien avec les marchés locaux, en utilisant le modèle de l'agroalimentaire du commerce équitable (CE) | Nicaragua, Costa Rica et Panama | 60 103.00 |
| Renforcement (développement d'instruments de gestion institutionnelle et de communication) de la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles (BPA), dans la production de fruits et légumes dans les pays de la région Sud + Bolivie | Argentine, Brésil, Bolivie, Chili, Paraguay et Uruguay | 94 206.00 |
| Système de gestion stratégique pour le développement territorial et l'agriculture familiale | Brésil, Guatemala, Équateur, Honduras, Mexique, Paraguay, Pérou, République Dominicaine et Venezuela | 66 230.00 |
| Innovation et durabilité sur les marchés de gros et leurs liens avec l'agriculture familiale dans les Amériques | Costa Rica, Brésil, Equateur et Mexique | 68 000.00 |
| Renforcement de la gestion des ressources hydriques et des systèmes d'irrigation pour les producteurs de l'agriculture familiale du Chaco au Paraguay, d'Argentine et de Bolivie | Bolivie, Argentine et Paraguay | 75 232.00 |
| Total alloué | | 787 950.00 |

Source : Secrétariat technique du FonCT.

Annexe 2

Actions à réaction rapide exécutées en 2015

| Nom de l'action | Pays/région | Montant alloué en 2015 (USD) |
|--|--------------------|------------------------------|
| Formation de la chaîne de la banane | Andes/Am. centrale | 20 788.00 |
| <i>Réhabilitation of agriculture</i> | Barbade | 8555.00 |
| Potentiel de production et de transformation agroindustrielle du cacao au Belize | Belize | 8000.00 |
| <i>Food production policy</i> | Belize | 23 400.00 |
| Élaboration et mise en œuvre d'un modèle d'information et de communication pour la gestion du savoir en matière de quinoa et de céréales andines | Bolivie | 7140.00 |
| Gestion territoriale – Vice-ministère des Terres | Bolivie | 7990.00 |
| Conseils techniques au SENASAG | Bolivie | 5555.00 |
| Foire BioBolivia | Bolivie | 4000.00 |
| FORAGRO | Brésil | 28 800.00 |
| <i>Modelo de governança</i> | Brésil | 5000.00 |
| Consolidation du FONPLATA | Brésil | 6432.00 |
| Réunion interaméricaine pour le contrôle et la prévention des ravageurs et des maladies | Brésil | 30 000.00 |
| Formation sur le changement climatique | Chili | 2911.00 |
| Coordination du CCLAC | Chili | 9500.00 |
| Agriculture familiale en Colombie | Colombie | 10 000.00 |
| Consolidation institutionnelle du CNP | Costa Rica | 10 250.00 |
| Orientations des politiques rurales 2015-2018 | Costa Rica | 16 320.00 |
| Réactivation du SNITTA | Costa Rica | 750.00 |
| Réaménagement de l'INTA | Costa Rica | 23 000.00 |
| <i>Agricultural sector restoration initiatives for rural communities of Dominica in the aftermath of Tropical Storm Erika</i> | Dominique | 16 350.00 |
| Coopération technique orientée vers la normalisation des emballages et des mesures des principaux produits agricoles de vente en gros | Équateur | 10 000.00 |
| MAG guichet unique | El Salvador | 4959.00 |
| Politique et loi forestière | El Salvador | 9720.00 |
| <i>Observatory USAID</i> | Guatemala | 8000.00 |
| Plan national d'irrigation et de drainage | Honduras | 9999.00 |
| <i>Orange flesh sweet potato</i> | Jamaïque | 7851.00 |
| <i>Rapid assessment of agro-tourism possibilities in six development areas of St. Elizabeth</i> | Jamaïque | 2850.00 |
| Création d'opportunités commerciales - SAGARPA | Mexique | 21 300.00 |
| Diagnostic de la Forêt lacandone | Mexique | 31 000.00 |
| SIAL Mexique | Mexique | 39 900.00 |
| Élaboration de politiques d'État | Panama | 8292.00 |
| Appui à la modernisation - SAIA | Panama | 5000.00 |

| | | |
|---|---|-----------|
| Production de <i>Beauveria bassia</i> | Paraguay | 2976.00 |
| Chaînes de café-cacao au Pérou | Pérou | 8530.00 |
| PE-Services d'agroexportation | Pérou | 13 000.00 |
| <i>Mango value added</i> | Saint Christophe | 4770.00 |
| <i>Promotion and production of onions</i> | Surinam | 9700 .00 |
| <i>Trade in honey</i> | Trinité et Tobago | 5000 .00 |
| Développement compétitif de coopératives - MGAP | Uruguay | 10 000.00 |
| Échange U-Texas/Uruguay | Uruguay | 10 000.00 |
| Ouverture de marchés de viande ovine | Uruguay | 15 000.00 |
| Gestion de coopératives agricoles | Uruguay | 10 000.00 |
| Séminaire-atelier sur le développement des agroindustries | Région Sud | 19 000.00 |
| Opportunités du marché européen | Région Centre | 10 000.00 |
| Politiques de jeunesse - AIDJA | CTL-IICA | 25 000.00 |
| III Semaine de l'ECADERT | Direction de coopération technique-IICA | 27 621.00 |
| Participation à la COP21 | Direction de coopération technique-IICA | 50 000.00 |

Source : Direction de la coopération technique.

Annexe 3

Profils et projets de coopération préparés par l'IICA en 2015

| | |
|-------------------------------|--|
| PROJETS MULTINATIONAUX | <ul style="list-style-type: none"> • Programme centraméricain de gestion intégrale de la rouille du café (PROCAGICA) • Projet de soutien au développement de la chaîne ovine du Paraguay avec des ressources apportées par le FONPLATA • <i>Enhancing Value-Added Developments for Chapters of CANROP in Roots and Tubers to Improve Market Access</i> |
| PROJETS NATIONAUX | <ul style="list-style-type: none"> • Programme de développement des fruits et portefeuille de projets d'investissements du Guatemala |
| PROFILS DE PROJETS | <ul style="list-style-type: none"> • <i>Employment and Business Acceleration for Civil Society through Innovative Access to Capital in the Bahamas</i> • <i>Scaling Sustainable and Innovative Capital and Agro-Entrepreneurship for Youth in East Africa and the Caribbean (SICA)</i> • Profil avancé "Plan stratégique et Programme d'investissements de la chaîne compétitive du riz", au Honduras • Profil avancé "Projet Agriadapta de développement durable du couloir aride du Nicaragua" |

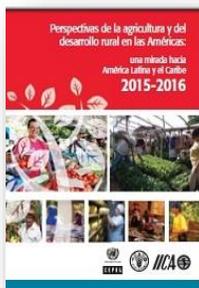
Source : Direction de la coopération technique.

Annexe 4

Produits du savoir de l'IICA

| | |
|---|--|
| <p>Alliance des Services d'information agricole SIDALC www.sidalc.net</p> | <p>L'alliance, formée par 175 institutions nationales de 22 pays, a facilité l'accès à 2,8 millions de références et à 252 665 documents de texte intégral contenus dans 345 bases de données. Pendant l'année, 2,6 millions de visiteurs uniques et 811 745 utilisateurs fréquents ont bénéficié de ce service. Les participants ont partagé 49 730 articles et documents.</p> |
| <p>Répertoire de ressources pour la gestion de l'information - IMARK www.imarkgroup.org AgriPerfiles http://agriperfiles.agri-d.net/</p> | <p>Avec la FAO et d'autres organismes internationaux, on compte 11 cours en rapport avec la gestion de l'information et du savoir. À l'échelon mondial, la plateforme donne accès à des cours en anglais, espagnol et français portant sur 18 domaines.</p> <p>L'Institut a dirigé l'adaptation et l'exploitation en ALC du système VIVO, développé par l'Université de Cornell, qui permet de gérer des profils techniques et professionnels en agriculture. Actuellement, un accès est offert à 982 profils, reliés à plus de 1100 institutions.</p> |
| <p>Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire Red INNOVAGRO www.redinnovagro.in</p> | <p>Au sein du Réseau, 772 personnes de 21 pays ont bénéficié de différentes activités de renforcement des connaissances en innovation. Le Réseau couvre 81 institutions de 16 pays d'Amérique Latine, d'Europe et du Moyen Orient, ainsi que six systèmes et réseaux à portée régionale.</p> |
| <p>Observatoire de sécurité alimentaire pour les Amériques http://infoagro.net/programas/Seguridad/default.aspx</p> | <p>Les acteurs publics et privés ont accès à une information opportune et pertinente sur la situation de la sécurité alimentaire aux échelons continental et mondial. Le site enregistre une moyenne de 1200 visites par mois. Son bulletin mensuel est envoyé à 604 abonnés.</p> |
| <p>Site web de l'IICA www.iica.int</p> | <p>En 2015 l'IICA a publié 49 livres et documents techniques, tous disponibles sous forme numérique et sous licence <i>Creative Commons</i>.</p> |

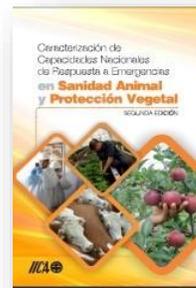
Principales publications en ligne :



[Perspectivas de la agricultura y del desarrollo rural de las Américas: una mirada hacia América Latina y el Caribe 2015-2016](#)



[Innovación y gestión del agua para el desarrollo sostenible en la agricultura](#)



[Caracterización de capacidades nacionales de respuestas de emergencias en sanidad animal y protección vegetal. 2.a ed.](#)

Source : Centre interaméricain d'information et de production éditoriale de l'IICA.

Annexe 5

Nombre de boursiers en maîtrise et doctorat dans les universités mexicaines, dans le cadre du programme des 100 bourses CONACYT-IICA (promotion 2015)

| Pays | Maîtrises* | Doctorats | Total |
|------------------------|------------|-----------|------------|
| Argentine | 2 | 3 | 5 |
| Belize | 3 | 1 | 4 |
| Bolivie | 4 | 0 | 4 |
| Brésil | 2 | 6 | 8 |
| Chili | 2 | 1 | 3 |
| Colombie | 125 | 45 | 170 |
| Costa Rica | 6 | 2 | 8 |
| Dominique | 1 | 0 | 1 |
| Équateur | 15 | 5 | 20 |
| El Salvador | 2 | 0 | 2 |
| États-Unis | 1 | 2 | 3 |
| Guatemala | 5 | 5 | 10 |
| Haïti | 5 | 0 | 5 |
| Honduras | 7 | 7 | 14 |
| Nicaragua | 5 | 2 | 7 |
| Panama | 2 | 2 | 4 |
| Paraguay | 2 | 0 | 2 |
| Pérou | 6 | 5 | 11 |
| République Dominicaine | 3 | 0 | 3 |
| Uruguay | 1 | 4 | 5 |
| Venezuela | 8 | 4 | 12 |
| Total | 207 | 94 | 301 |

Source : Centre de promotion des capacités techniques et du leadership de l'IICA

* Spécialités et maîtrises comptées ensemble.

** Depuis le début du programme, 50 étudiants ont reçu leur diplôme ou sont en voie de l'obtenir.

*** Le programme a bénéficié à 494 personnes depuis 2012.

Annexe 6

RENCONTRE DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE DES AMÉRIQUES 2015

“Cultiver mieux, produire plus, nourrir le monde”

DÉCLARATION DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE, MEXIQUE 2015

Nous, les Ministres et les Secrétaires d'État de l'Agriculture des Amériques, réunis à Riviera Maya, Quintana Roo, au Mexique, du 20 au 22 octobre 2015, dans le but de dialoguer, de prendre des engagements et de demander le soutien de la coopération internationale afin de promouvoir une meilleure productivité agricole, compétitive, inclusive et durable, qui puisse contribuer au développement durable des pays des Amériques, sommes parvenus à un consensus sur la présente déclaration, dans les termes suivants :

Étant donné que :

1. Dans les Amériques, cette déclaration se situe dans le contexte des mandats adoptés par les chefs d'État et de gouvernement aux Sommets des Amériques, des résolutions de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains, principalement sur le développement durable, l'innovation, l'eau et l'énergie, et des accords des réunions continentales précédentes des Ministres de l'Agriculture, conclus en vue d'atteindre les objectifs de compétitivité, de durabilité, d'équité et de gouvernance.
2. Dans le domaine des accords mondiaux sur le développement, la Déclaration cherche à contribuer à atteindre les Objectifs de développement durable, pour la plupart liés à l'agriculture et au développement rural, tels qu'ils figurent dans le document *"Transformer notre monde : Le programme de développement durable à l'horizon 2030"*, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015.
3. A été adopté, à la troisième Conférence internationale sur le financement pour le développement, en juillet 2015, le *Programme d'action d'Addis-Abeba*, portant sur des questions d'intérêt touchant l'agriculture et le développement rural, comme les investissements, le financement, le commerce, les infrastructures, la science, la technologie, le développement des compétences et la coopération internationale pour le développement.
4. Des chefs d'État, des Ministres et des représentants de pays développés et en voie de développement, des dirigeants d'organismes multilatéraux et bilatéraux et des représentants d'organisations publiques et privées ont adopté des orientations de

gestion de la coopération internationale pour le développement, dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005), dans le Programme d'action d'Accra (2008) et dans l'accord de Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement (2011), dans lesquels l'accent est mis sur l'alignement de la coopération internationale sur les priorités nationales, sur l'harmonisation de la coopération internationale et sur les grands efforts de partenariats pour le développement.

5. A été adoptée, à la troisième Conférence internationale des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement de 2014, la "SAMOA, la Voie à suivre" (Modalités d'action accélérée pour les petits États insulaires en voie de développement ou "PEID"), qui décrit les vulnérabilités et les ressources limitées des PEID et lance un appel au soutien de leurs efforts d'amélioration de leur résilience.
6. Le secrétariat de la Rencontre a soumis aux pays membres, pour leur information et leurs suggestions, un document technique intitulé "Une productivité compétitive, inclusive et durable : une occasion à saisir pour le continent américain" qui donne un aperçu de la situation et des défis de la productivité de l'agriculture en fait de compétitivité, de durabilité et d'inclusion.

Conscients que :

7. L'agriculture est une activité stratégique pour le développement et pour le bien-être des pays, qui contribue de manière significative au développement économique avec inclusion sociale et à la prospérité rurale et nationale, et qui est cruciale pour atteindre la sécurité alimentaire et pour éradiquer la pauvreté.
8. L'agriculture en général, et en particulier dans les Amériques, fait face à différents défis l'empêchant d'améliorer les taux de croissance de la productivité observés au cours des dernières années.
9. Les taux de productivité agricole dans les Amériques présentent une disparité importante parmi les pays et selon les types d'agriculture.
10. L'augmentation de la productivité de l'agriculture est une tâche à entreprendre de façon rapide, déterminée et intégrale, à partir d'une approche de coopération et de pratiques durables.
11. L'augmentation de la productivité exige une transformation de l'agriculture au moyen d'une large gamme d'innovations qui garantissent que cette productivité est compétitive, durable et inclusive.
12. Les pays des Amériques jouissent d'un potentiel important pour accroître la production et la productivité de l'agriculture. Il ne faut pas négliger pour autant le fait que, si certains pays peuvent compter sur des ressources abondantes - eau, sol, énergie, biodiversité, en plus des connaissances et des compétences humaines -

d'autres pays, en particulier les PEID, doivent faire face à des défis tenant à leur vulnérabilité et à leurs ressources naturelles limitées, ce qui nuit à leurs efforts en vue d'augmenter leur productivité agricole.

13. L'augmentation de la productivité agricole exige un développement accéléré des capacités techniques et fonctionnelles des individus, des organisations et de la société afin d'en considérer les réalités complexes, à l'aide de solutions durables et de mesures d'adaptation aux changements climatiques.
14. L'augmentation de la productivité agricole est multifactorielle (terre, capital et travail), multidimensionnelle (économique, social, environnemental et institutionnel) et multisectorielle (secteurs public, privé et société civile), et atteindre cet objectif exige la participation, la concertation et l'action conjointe des différents acteurs nationaux et internationaux des secteurs public et privé.
15. Une augmentation de la productivité agricole d'une manière durable et inclusive est un des piliers essentiels pour parvenir à la sécurité alimentaire de nos peuples.

Nous appelons :

16. Les pays et entités de coopération, les organisations internationales de financement et les bailleurs de fonds, les centres de recherche et les mécanismes régionaux de recherche et d'innovation, à favoriser et à soutenir le développement de programmes nationaux, régionaux ou continentaux à plus large portée, axés sur les actions liées à l'augmentation de la productivité agricole, en tenant compte des priorités nationales et des politiques de développement conçues par les pays bénéficiaires.

Nous nous engageons à :

17. Renforcer, si besoin est, le leadership professionnel, la participation et la capacité proactive des Ministres de l'agriculture pour la définition et l'exécution des politiques nationales afin d'améliorer la vision de l'État pour l'agriculture, et pour guider le secteur à travers les changements structurels requis pour l'amélioration de la productivité agricole jugés nécessaires, conformément aux politiques nationales de développement.
18. Maintenir le dialogue entre les représentants du secteur public agricole et d'autres secteurs afin d'analyser et d'élaborer des propositions consensuelles d'action en vue d'augmenter la productivité de l'agriculture de manière compétitive, durable et inclusive, dialogue qui contribue à l'éradication de la pauvreté et facilite la transmission de plus d'information destinée à conscientiser les populations.
19. Continuer à mettre en œuvre des politiques, des programmes et des instruments favorables à la productivité, aux investissements, à l'innovation, aux infrastructures, à la science et à la technologie, à la santé animale et végétale et à l'innocuité alimentaire, et pour l'adaptation et l'atténuation des effets des changements

climatiques, avec un accent particulier mis sur l'agriculture familiale et à petite échelle, à partir des actions suivantes :

- a. Relancer et encourager les investissements publics orientés vers la mise à disposition de biens publics dans et pour l'agriculture.
- b. Moderniser, si besoin est, les institutions du secteur public agricole et promouvoir les priorités pertinentes pour relever les défis auxquels fait face l'agriculture.
- c. Promouvoir le développement rural et territorial au moyen de la gestion participative et de politiques pour la transformation et le développement durable du secteur agricole.

20. Évaluer, mettre sur pied et promouvoir, avec les acteurs et autorités pertinentes, selon les besoins, un système éducatif moderne et inclusif pour les acteurs de l'agriculture et du milieu rural, au moyen d'actions stratégiques pour :

- a. Renforcer les compétences professionnelles et élaborer des programmes de formation en agriculture et des études en économie rurale et en développement rural, qui respectent les savoir-faire ancestraux et traditionnels.
- b. Favoriser l'amélioration de la qualité et de la couverture de l'enseignement en milieu rural, des compétences des enseignants et de l'infrastructure éducative et mettre au point des programmes de formation des nouveaux producteurs agricoles, ciblant les jeunes, les familles de petits producteurs et les femmes.
- c. Créer des programmes permettant aux producteurs agricoles d'acquérir de nouvelles connaissances et compétences.
- d. Renforcer l'esprit d'entreprise et les capacités d'organisation des producteurs agricoles et ruraux et élaborer des programmes de renforcement des capacités des producteurs afin qu'ils développent des projets productifs ou qu'ils y participent.
- e. Élaborer et encourager des programmes d'éducation nutritionnelle visant à diminuer la malnutrition, l'obésité, la perte et le gaspillage des aliments, afin de favoriser la consommation d'aliments locaux sains et à améliorer l'utilisation des produits alimentaires.

21. Promouvoir et contribuer au renforcement d'une culture favorable aux systèmes d'innovation par une agriculture durable adaptée aux changements climatiques et intégrant des chaînes de valeur qui puissent favoriser la productivité, avec l'accent mis sur des actions stratégiques visant principalement à :

- a. Développer des instruments de politique publique qui encouragent, en fonction des priorités nationales et régionales, les investissements publics et privés ainsi que des mécanismes qui facilitent l'articulation entre les deux secteurs.
- b. Encourager une gestion efficace et durable des ressources naturelles et des produits, des services, des processus et des technologies employés dans l'agriculture et dans les chaînes de valeur.

- c. Consolider les liens entre les centres de recherche et de développement technologique et le secteur productif.
 - d. Identifier, analyser, diffuser et faire usage du savoir local et ancestral.
 - e. Renforcer la diffusion des connaissances scientifiques et des systèmes de recherche dont le travail implique l'amélioration de la production et des priorités stratégiques nationales.
 - f. Stimuler la création de réseaux interinstitutionnels et interrégionaux susceptibles de faciliter les flux d'information, y compris l'information scientifique fondée sur des données probantes et la gestion du savoir parmi les acteurs du domaine agricole et les chaînes de valeur.
 - g. Améliorer la collecte, la disponibilité et l'utilisation des données agricoles et nutritionnelles pour stimuler l'innovation, réduire le dédoublement des efforts, assurer une meilleure prise de décision et augmenter la transparence.
22. Soutenir la coopération en matière de commerce international de produits agricoles, en favorisant et en mettant en œuvre des actions en vue de :
- a. Consolider l'adoption de politiques de sécurité sanitaire, de santé et de commerce, fondées sur des principes scientifiques.
 - b. Œuvrer en vue d'une meilleure intégration commerciale interaméricaine.
23. Diriger l'élaboration d'initiatives conjointes, avec les organisations et les secteurs, qui renforcent une culture entrepreneuriale et un esprit d'entreprise dans l'agriculture et le milieu rural, incluant des actions visant à :
- a. Soutenir les producteurs agricoles et ruraux en matière de développement de l'esprit d'entreprise et d'organisation afin qu'ils puissent améliorer leurs capacités de négociation, leur participation aux marchés et leurs stratégies de développement durable et inclusif.
 - b. Accroître les accès à des moyens de production, au financement et à la gestion intégrée des risques, en incluant les jeunes, les agricultrices et les productrices rurales.
 - c. Appuyer la mise en œuvre de programmes sur la responsabilité sociale des entreprises et des principes d'investissement responsable dans l'agriculture et les chaînes de valeur.
 - d. Renforcer l'inclusion de petits producteurs et de l'agriculture familiale dans les chaînes de valeur.
 - e. Simplifier les démarches et améliorer les conditions d'affaires propices aux entreprises agricoles.

24. Promouvoir l'harmonisation de la coopération offerte par les organismes de coopération internationale pour le développement, qui opèrent dans chacun de nos pays, et l'alignement de leur coopération sur nos priorités nationales pour une agriculture plus productive, durable et inclusive. Nous entreprendrons les actions suivantes dans ce but :
- a. Demander, aux organisations internationales et régionales actives dans nos pays, d'inclure dans leurs programmes de coopération un programme d'intensification durable de l'agriculture, fondé sur les priorités du pays concerné.
 - b. Œuvrer de manière coordonnée avec les organismes de coopération internationale afin de combler les lacunes existantes en matière de productivité de l'agriculture.
 - c. Promouvoir le renforcement de la collaboration entre les organisations internationales apparentées, en matière d'analyse, d'études et de propositions pour le développement compétitif, durable et inclusif de la productivité.
 - d. Faire appel à la collaboration pour concevoir les politiques et les programmes nationaux pour une agriculture productive, durable et inclusive.

Signée à Riviera Maya, Mexique, le 22 octobre de l'an deux mille quinze.

Sigles

| | |
|------------|--|
| AF | Agriculture familiale |
| ALC | Amérique Latine et Caraïbes |
| BID | Banque interaméricaine de développement |
| BPA | Bonnes pratiques agricoles |
| CANROP | Réseau caribéen de femmes productrices rurales |
| CARDI | Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes |
| CATIE | Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement |
| CCLAC | Comité coordinateur du <i>Codex Alimentarius</i> pour l'ALC |
| CE | Comité exécutif (IICA) |
| CEPAL | Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes |
| CNP | Conseil national de production (Costa Rica) |
| CONACYT | Conseil national de science et de technologie (Mexique) |
| COP20 | Conférence des parties |
| CRV | Comité de révision de la vérification |
| CREFAL | Coopération régionale pour l'éducation des adultes en Amérique Latine et les Caraïbes |
| CTA | Centre technique pour la coopération agricole et rurale |
| CTL | Centre de promotion des capacités techniques et du leadership (IICA) |
| EMBRAPA | Entreprise brésilienne de recherche agricole |
| ECADERT | Stratégie centraméricaine de développement rural |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| FonCT | Fonds de coopération technique |
| FONPLATA | Fonds pour le développement du bassin de la Plata (Brésil) |
| GIZ | <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> (Allemagne) |
| IICA | Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture |
| INTA | Institut national d'innovation et de transfert de technologie agricole (Costa Rica) |
| Le Conseil | Conseil interaméricain de l'agriculture (IICA) |
| MAG | Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Paraguay) |
| MERCOSUR | Marché commun du Sud |
| MGAP | Ministère de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche (Uruguay) |
| OEA | Organisation des États américains |
| OMC | Organisation mondiale du commerce |
| OPE | Bureau des projets européens (Espagne) |
| PMT | Plan à moyen terme (IICA) |
| PRIICA | Programme régional de recherche et d'innovation par chaînes de valeur agricole |
| SAGARPA | Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, du Développement rural, de la Pêche et de l'Alimentation (Mexique) |
| SAIA | Santé agricole et sécurité sanitaire des aliments |
| SENASAG | Service national de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments (Bolivia) |
| SENACSA | Service national de qualité et de santé animale (Paraguay) |
| SNITTA | Système national recherche et transfert de technologie agricole |

| | |
|-------|---|
| SIAL | Systemes agroalimentaires localisés |
| UE | Union Européenne |
| USAID | Agence des États-Unis pour le développement international |
| USDA | Ministère de l'Agriculture des États-Unis |
| UWI | Université des Indes occidentales |



Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture

SIÈGE / Boite postale 55-2200 San José, Vázquez de Coronado,
San Isidro 11101, Costa Rica

Tel.: (+506) 2216-0222 / Fax: (+506) 2216-0233

Adresse électronique: iicahq@iica.ac.cr

www.iica.int

